

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2057

12 août 2015

SOMMAIRE

Abacom S.A.	98695	CAST-Partners Two S.à r.l.	98736
AB Mercury Luxembourg S.à.r.l.	98697	Flexihome S.A.	98697
Adenium Solar Energy Europe S.à r.l.	98693	Framohat S.C.I.	98697
Ades S.à.r.l.	98697	Imisys S.A.	98691
Advent Miro Luxembourg Holding S.à r.l.	98694	Immobelle S.à r.l.	98692
Aers Holding S.A.	98695	Imperia Holding S.A.	98692
Aibm SA	98694	ISI Luxco 2 Manager	98692
Althea Holdings S.A.	98696	Libra Capital SA	98690
Alva & Partners S.A.	98695	Lux Capital Management S.A.	98734
Améthiste S.à r.l.	98694	Matterhorn Midco S.à r.l.	98690
Arcano EIF II S.à r.l.	98695	Oustal SA	98735
Art Pradier Participations	98696	Pentair Electronic Packaging De Mexico	98692
Auris SICAV	98720	prevent projects S.à r.l.	98694
Azure Dammtor Investment S.A.	98696	Qual-It S.A.	98693
Azure Mortgage Investments S.à r.l.	98699	RF Capital	98693
Bankinter International Fund SICAV	98690	Safima S.A.	98691
Baywatch Holding S.à r.l.	98698	Salon Julie S.à r.l.	98691
Beautylux	98690	Saveurs Lao Thai S.à r.l.	98691
Bimex SA	98699	Sierra Wireless Luxembourg S.à r.l.	98736
Biorock S.à r.l.	98717	Simtech S.A.	98691
Bosco Holding S.A.	98732	SNI International Holdings S.à r.l.	98693
Bourbon Immobilière S.A.	98690	Triton Debt Opportunities S.C.A.	98712
BRPTE S.à r.l.	98711	Well Being S.à r.l.	98718
Callisto S.A.	98699	X Luxco S.à r.l.	98709

Bourbon Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 2, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 6.400.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088742/9.

(150101689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Bankinter International Fund SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 48.178.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 et la distribution de dividendes relative à l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 mai 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088724/10.

(150102006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Beautylux, Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 63, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 117.778.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jan Vandendriessche / Jean-Yves Musique / Veerle Hoebrechts.

Référence de publication: 2015088727/10.

(150101455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Matterhorn Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 176.442.

Extrait rectificatif L-L150050639

Il convient de modifier le nom de Monsieur Olivier Rosenfeld en Olivier Rozenfeld.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015092326/11.

(150102979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Libra Capital SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 129.023.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2015.

Libra Capital S.A.

Gabriel El Rhilani

Administrateur

Référence de publication: 2015096135/14.

(150106751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2015.

Salon Julie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3461 Dudelange, 5, rue des Ecoles.

R.C.S. Luxembourg B 153.465.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015092553/9.

(150103252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Safima S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7323 Steinsel, 17, Montée Haute.

R.C.S. Luxembourg B 106.714.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015092551/10.

(150103158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Saveurs Lao Thaï S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 56, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 136.038.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015092559/10.

(150104063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Imisys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38-40, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 68.553.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme

Pour IMISYS S.A.

Fideco S.A.

Référence de publication: 2015095286/12.

(150105561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Simtech S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3321 Berchem, 32, rue Méckenheck.

R.C.S. Luxembourg B 52.055.

Extrait de la résolution prise par les actionnaires en date du 23 avril 2015

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2015.

*Pour Simtech S.A.**Les administrateurs*

Référence de publication: 2015092578/13.

(150103190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Pentair Electronic Packaging De Mexico, Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 165.323.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015089127/9.
(150101975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Immobelle S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6791 Grevenmacher, 13, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 92.664.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Signature.
Référence de publication: 2015095292/10.
(150105507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Imperia Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 183.335.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 juin 2015.
Référence de publication: 2015095293/10.
(150105795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

ISI Luxco 2 Manager, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 153.477.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 3 juin 2015

En date du 3 juin 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Aurélien Vasseur de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 30 mai 2015;
- de renouveler le mandat de Ed Han en tant qu'administrateur de la Société et ce pour une période de cinq ans;
- de nommer Vishal Jugdeb, né le 5 août 1977 à l'Ile Maurice, ayant comme adresse professionnelle: 4 rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg, en tant, en tant que nouvel administrateur de la Société avec effet au 30 mai 2015 et ce pour une période de cinq ans.

A compter du 30 mai 2015, le conseil d'administration de la Société se compose des personnes suivantes:

- * Ed Han
- * Ruth Springham
- * Vishal Jugdeb

- De nommer de Aurélien Vasseur, né le 8 janvier 1976 à Séclin, France, ayant comme adresse professionnelle: 4 rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg, en tant que commissaire aux comptes pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2017 et qui se tiendra en 2018;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 juin 2015.

Référence de publication: 2015095304/25.

(150105919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Qual-It S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5573 Remich, 4, Montée Saint-Urbain.
R.C.S. Luxembourg B 99.551.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015089144/9.

(150101803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

RF Capital, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 177.310.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015089158/10.

(150101914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Adenium Solar Energy Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 179.213.

Extrait des résolutions circulaires du Conseil de Gérance de la Société en date du 15 juin 2015

Il est à noter que

- le siège de la Société se trouve désormais au 68/70, boulevard de la Pétrusse, L-2320, Luxembourg;
- l'adresse des gérants de catégorie A, Miranda Lansdowne et Pamela Valasuo, se trouve désormais au 68-70, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Mandataire

Référence de publication: 2015094892/16.

(150105976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

SNI International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.500.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 186.518.

Par résolutions prises en date du 4 mai 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Transfert du siège social de la Société du 19, rue Eugène Ruppert, L - 2453 Luxembourg au 37a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg avec effet au 27 avril 2015.
2. Nomination de Christophe Davezac, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de classe B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
3. Nomination de Valéry Beuken, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de classe B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
4. Nomination de Mélanie Wilkin, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de classe B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015089191/19.

(150101612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

prevent projects S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5366 Munsbach, 3, rue Henri Tudor.
R.C.S. Luxembourg B 122.077.

Der Jahresabschluss zum 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015094886/9.

(150106103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Advent Miro Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 140.147.

Rectificatif L-150105171

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015094893/11.

(150105506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Améthiste S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9656 Harlange, 19, rue Bierg.
R.C.S. Luxembourg B 150.513.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/06/2015.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2015094906/12.

(150105278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Aibm SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 217, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 138.632.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 1^{er} juin 2015 à 11h00

Délibérations

Après analyse et délibérations:

1. L'assemblée prend acte et accepte à l'unanimité la démission de Madame Françoise Goosse, de son mandat d'administrateur.

2. L'assemblée prend acte et accepte à l'unanimité la nomination de Monsieur Xavier Vincent, né le 09.11.1984, demeurant 101d rue Jean-Charles de Hugo B-6730 Bellfontaine, en tant qu'Administrateur.

A l'issue de cette réunion, le Conseil d'Administration de la société est composé des personnes morales et physiques suivantes:

Monsieur Serge ATLAN

Madame Catherine LE FLOCH

Monsieur Xavier VINCENT

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015094894/22.

(150105398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Abacom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3871 Schifflange, 13, rue de la Paix.
R.C.S. Luxembourg B 137.378.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015094916/9.
(150105443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Alva & Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 148.199.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015094905/10.
(150105521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Aers Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 197.572.

Par résolutions prises en date du 10 juin 2015, l'actionnaire unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Caroline Pihan, avec adresse professionnelle au 20, place Vendôme, 75001 Paris, au mandat d'administrateur, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2015 et qui se tiendra en 2016;

2. Acceptation de la démission d'Alexis Lavailote, avec adresse professionnelle au 20, place Vendôme, 75001 Paris, France de son mandat d'administrateur, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015094919/15.
(150105956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Arcano EIF II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 163.269.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société le 1^{er} juin 2015 que les décisions suivantes ont été prises:

- prendre note de la démission de Mme Maria Romano en tant que gérante de la Société Arcano EIF II S.à r.l. avec effet à la date du 31 mai 2015;

- nommer Mme Maria Teresa Torres Sasot, née le 17 juillet 1983, ayant pour adresse professionnelle C/Lopez de Hoyos 42, 28006, Madrid, Espagne, en tant que gérante de la Société Arcano EIF II S.à r.l. avec effet à la date du 1^{er} juin 2015 et ce pour une durée indéterminée;

- constater que le conseil de gérance est dès lors constitué de:

* M Yvon Lauret; et

* Mme Maria Teresa Torres Sasot.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 juin 2015.

Référence de publication: 2015094908/20.
(150105665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Art Pradier Participations, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 166.152.

Les statuts coordonnés au 05/06/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/06/2015.
Me Cosita Delvaux
Notaire

Référence de publication: 2015094947/12.

(150105898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Althea Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 165.698.

Il est porté à la connaissance de tous que l'adresse de l'Administrateur de la société Mathieu Gangloff a fait l'objet d'un changement. A savoir:

56, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2015094904/13.

(150105535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Azure Dammtor Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre Dame.
R.C.S. Luxembourg B 197.149.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 17 juin 2015 que:

- Les démissions de M. Helmut BOBBE, M. Graeme WITTS, M. Yves DESCHENAU et Mme Geneviève BLAUEN-ARENDT de leurs mandats d'administrateurs avec effet immédiat ont été acceptés.

- Le nombre d'administrateurs a été réduit de quatre à trois;

- L'assemblée a nommé aux postes d'administrateurs de la Société, avec effet à partir du 1^{er} janvier 2015,

* M. Marc SCHMIT, chef-comptable, né le 13 mai 1959 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg,

* Mme Maria Helena GONCALVES, employée privée, née le 20 avril 1976 à Hayange (France), avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, et

* M. Thierry TRIBOULOT, né le 2 avril 1973 à Villers-Semeuse (France), avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg,

en remplacement de M. Helmut BOBBE, M. Graeme WITTS, M. Yves DESCHENAU et Mme Geneviève BLAUEN-ARENDT, démissionnaires.

Leurs mandats viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2021.

- Par cette même assemblée, M. Marco RIES, Réviseur d'entreprises, né le 6 janvier 1959 à Esch-sur-Alzette (Luxembourg), avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, a été nommé, avec effet immédiat, au poste de Commissaire aux comptes de la Société, en remplacement de M. Daniel VAN AKEN, démissionnaire.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2021.

Il résulte également du procès-verbal d'une résolution du Conseil d'Administration de la Société prise à la même date que M. Marc SCHMIT, prénommé, a été nommé à la fonction de Président du Conseil d'Administration de la Société.

Pour extrait conforme
SG AUDIT S.à.r.l.

Référence de publication: 2015094915/29.

(150105391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Flexihome S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 62.081.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015092095/9.
(150102813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Ades S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4041 Esch-sur-Alzette, 27, rue du Brill.
R.C.S. Luxembourg B 82.305.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
La gérance

Référence de publication: 2015091757/11.
(150103747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

AB Mercury Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 195.638.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision de la Société en date du 15 juin 2015 de rayer Mr Luca BASSI et de nommer en tant que gérant de Catégorie B de la Société avec effet au 15 juin 2015 et ce pour une durée indéterminée, Monsieur Aurélien VASSEUR, né le 08 janvier 1976 à Seclin, France, résidant au 4, rue Lou Hemmer, Da Vinci building, L-1748 Luxembourg-Findel.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 16 juin 2015.

Référence de publication: 2015091750/13.
(150103994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Framohat S.C.I., Société Civile Immobilière.

Siège social: L-3934 Mondercange, 26, Mausereck.
R.C.S. Luxembourg E 1.539.

Rectificatif au dépôt effectué le 22 mai 2015 sous la référence L150086969

Constat de donation de parts d'intérêts

Suite à une donation de parts d'intérêts sous seing privé le 7 mai 2015 et prenant effet le 1^{er} juin 2015, le capital social de la Société, du montant de 2.500,00.-EUR divisé en 100 parts d'intérêts d'une valeur nominale de 25.-EUR, est réparti comme suit:

Madame Monique TERWINDT-HARY demeurant à L-4319 Esch-sur-Alzette, 18 rue Robert Schumann	70 parts d'intérêts
Monsieur Frank TERWINDT demeurant à NL-6221 Maastricht, 27e Clermontlunet	30 parts d'intérêts
TOTAL:	100 parts d'intérêts

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mondercange, le 21 mai 2015.
Pour la société
Un mandataire

Référence de publication: 2015092099/21.
(150103422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Baywatch Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 625.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 119.025.

L'an deux mille quinze,
le huit juin.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),
a comparu:

Maître Philippe THIEBAUD, avocat, dont le domicile professionnel est sis 33, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de:

«Baywatch Holding S.à r.l.», une société à responsabilité limitée établie et ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 119025, avec un capital social souscrit de SIX CENT VINGT-CINQ MILLE EUROS (625.000 - EUR) divisé TROIS MILLE HUIT CENT (3.800) parts sociales de classe A, UNE (1) part sociale de classe B et MILLE CENT QUATRE-VINGT DIX-NEUF (1.199) parts sociales de classe C, ayant toute une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (125.- EUR) chacune et entièrement libérées, constituée suivant acte notarié dressé en date du 31 août 2006, et publié au Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2031 en date du 30 octobre 2006 (la «Société» ou la «Société Absorbante»), les statuts de la Société Absorbante ayant été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois le 12 février 2007, suivant acte reçu notarié publié au Mémorial numéro 977 en date du 25 mai 2007,

en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une procuration signée par le gérant unique de la Société datée du 16 avril 2015.

Un exemplaire de ladite procuration est resté annexée au projet de fusion reçu par le notaire instrumentaire en date du 23 avril 2015.

Laquelle personne comparante, agissant en ladite qualité, a requis le notaire soussigné de documenter les déclarations et constatations suivantes:

(i) qu'aux termes d'un projet de fusion établi sous forme notariée, suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 23 avril 2015, lequel fut régulièrement publié au Mémorial, le 6 mai 2015 sous le numéro 1167, page 55997, la Société, en tant que société absorbante (la «Société Absorbante») et la société «B-Trident Dresden S.à r.l.», une société à responsabilité limitée en liquidation établie et ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 119027, avec un capital social souscrit de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) divisé en cent (100) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (125.- EUR) chacune et entièrement libérées, constituée suivant acte notarié reçu en date du 31 août 2006, et publié au Mémorial numéro 2011 en date du 26 octobre 2006, en tant que société absorbée (la «Société Absorbée»), ont projeté de fusionner, la liquidation volontaire de la Société Absorbée ayant été ouverte le 23 septembre 2013 lors de l'assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la Société Absorbée, enregistrée par un acte notarié et publié au Mémorial numéro 2937 en date du 21 novembre 2013;

(ii) qu'aucun associé de la Société Absorbante n'a requis, pendant le délai d'un (1) mois suivant la publication au Mémorial du projet de fusion, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante, appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion;

(iii) que conformément à l'article 267 (1) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), le projet de fusion et les comptes annuels des trois derniers exercices de la Société Absorbée et de la Société Absorbante ont été rendus disponibles au siège social de la Société Absorbée et de la Société Absorbante au moins un mois (1) avant la date à laquelle la fusion a pris effet entre les sociétés fusionnantes;

(iv) aucun bien ou produit de la Société Absorbée n'a été distribué à la Société Absorbante, en qualité d'associé unique de la Société Absorbée, depuis l'ouverture de la liquidation volontaire de la Société Absorbée;

(v) que la clause 1.6 du Projet de Fusion prévoit que «la Fusion prendra effet entre les Sociétés Fusionnantes à l'expiration du délai d'un (1) mois courant à compter de la date de publication du Projet de Fusion au Journal Officiel, en application des dispositions de l'article 9 de la Loi»;

(vi) qu'en conséquence la fusion est devenue définitive le 07 juin 2015 (la Date d'Effet) et a entraîné de plein droit à la Date d'Effet la transmission universelle tant entre les sociétés fusionnantes, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;

(vii) que la société absorbée ne détient aucun bien immobilier; et

(viii) que suite encore à l'absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante, les parts sociales de la Société Absorbée ont annulées de plein droit à la Date d'Effet.

Une attestation de chacun des Société Absorbée et Société Absorbante certifiant (a) l'absence d'une demande de convocation d'une assemblée générale de la Société Absorbante en vertu de l'article 279 (1) c) de la Loi, comme décrit au paragraphe (ii) ci-dessus, (b) la disponibilité des documents décrits au paragraphe (iii) ci-dessus, et (c) l'absence de distribution à la Société Absorbante, comme décrit au paragraphe (iv) ci-dessus, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Le notaire soussigné atteste que, conformément aux dispositions de l'article 273 de la Loi, toutes les formalités légales requises par la Loi et notamment les conditions prévues à l'article 279 de la Loi ont été dûment remplies à la date de ce certificat.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec Nous, notaire, le présent constat de fusion.

Signé: P. THIEBAUD, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 10 juin 2015. Relation: EAC/2015/13178. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015091813/75.

(150103327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Callisto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 93.740.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088767/9.

(150101871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Bimex SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9637 Bockholtz, 5, am Duerf.

R.C.S. Luxembourg B 102.330.

Les comptes annuels du 01/01/2014 au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088733/10.

(150101352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Azure Mortgage Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.644.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the ninth day of June,

Before the undersigned Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED

Stichting Azure Mortgage Investments, a foundation (Stichting) established under the laws of The Netherlands, having its seat (statutaire zetel) in Amsterdam, The Netherlands and its office address at 7, De Boelelaan, 1083 HJ Amsterdam, The Netherlands and in the process of being registered with the Dutch Commercial Register (Handelsregister),

being represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, professionally residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, which, initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacity, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which it declared to establish.

Chapter I. - Name, Registered office, Object, Compartments, Duration

1. Form, Corporate name. There is hereby formed Azure Mortgage Investments S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Company Law") and by the present articles of incorporation (the "Articles"). The Company shall be subject to the Luxembourg law dated 22 March 2004 on securitisation, as amended (the "Securitisation Law").

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in article 10.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in article 10.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg, including the Company Law and the Securitisation Law ("Luxembourg Law").

2.3 In the event that the Board of Managers determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent, which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

3. Object.

3.1 The corporate object of the Company is to enter into transactions by which it acquires or assumes, directly or indirectly or through another entity or synthetically, risks relating to receivables, other assets or liabilities of third parties or inherent to all or part of the activities carried out by third parties. The acquisition or assumption of such risks by the Company will be financed by the issuance of securities (valeurs mobilières) by itself or by another securitisation entity, the value or return of which depend on the risks acquired or assumed by the Company.

3.2 Without prejudice to the generality of the foregoing, the Company may in particular:

3.2.1 subscribe or acquire in any other appropriate manner any securities or financial instruments (in the widest sense of the word);

3.2.2 acquire loans or other receivables which may or may not be embedded in securities and enter into loan agreements as part of the securitization transaction carried out by it and within the limits of the Securitisation Law;

3.2.3 in the furtherance of its object, manage, apply or otherwise use all of its assets, securities or other financial instruments, and provide for any kind of guarantees and security rights, by way of mortgage, pledge, charge or other means over the assets and rights held by the Company;

3.2.4 provided that the Company perform hedging transactions, ancillary to, and exclusively in the context of, the activity described in article 3.1, it may further enter into and perform derivatives transactions (including, but not limited to, swaps, futures, forwards and options) and any similar transactions;

3.2.5 issue any notes, bonds and generally securities and financial instruments howsoever described the return or value of which shall depend on the risks acquired or assumed by the Company, provided, however, that the Company may not issue such notes, bonds, securities or financial instruments to be public or otherwise contract loans by way of public issuance of debt instruments; and

3.2.6 provided that the Company perform facility agreements, ancillary to, and exclusively in the context of, the activity described in article 3.1, it may further enter into loan or facility agreements as borrower to meet any payment or other obligation it has under any of its issued securities or any agreement entered into within the context of its activities and insofar it seems to be useful and necessary within the context of the transaction.

3.3 The descriptions above are to be understood in their broadest sense and their enumeration is not limiting. The corporate object of the Company shall include any transaction or agreement which is entered into by the Company, provided it is not inconsistent with the foregoing enumerated objects.

3.4 The Company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with or useful for its purposes and which are able to promote their accomplishment or development of its corporate object to the largest extent permitted under applicable laws.

4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

5. Compartments.

5.1 In accordance with the Securitisation Law, the Board of Managers (as defined in article 10.3) is entitled to create one or more compartments, each corresponding to a separate part of the Company's estate.

5.2 Subject to article 5.5. below, all assets allocated to a compartment are exclusively available to investors thereunder and the creditors whose claims have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of that compartment.

5.3 Notwithstanding the foregoing, if, following the redemption or repayment in full of the financial instruments or securities issued in respect of a compartment and the satisfaction in full and termination of all obligations of the Company to the creditors whose claims have arisen in connection with such financial instruments or securities of the creation, operation or liquidation of that compartment, there remain assets in such compartment, the Board of Managers may allocate such assets to another compartment or to the general estate of the Company.

5.4 The Board of Managers or its delegate shall establish and maintain separate accounting records for each of the compartments of the Company for the purpose of ascertaining the assets affected to each compartment, such accounting records to be conclusive evidence of the assets contained in each compartment in the absence of manifest error.

5.5 Claims which are not incurred in relation to the creation, operation or liquidation of a specific compartment may be paid out of the general estate of the Company or may be apportioned by the Board of Managers between the Company's compartments on a pro rata basis of the assets of those compartments or on such other basis as it may deem more appropriate.

5.6 The assets and liabilities of each compartment are segregated from all other assets and liabilities that the Company or any other compartment of the Company (whether existing or established in the future) may have or incur in the future. The assets of each compartment will be exclusively available to satisfy the claims of the holders of the corresponding notes, bonds and other financial instruments (and of any other creditors in connection with the issuance of such notes, bonds or other financial instruments) and no other creditor of the Company (or of any other compartment established by the Company) may seize or attach such assets.

5.7 The liquidation of a compartment may be decided by the Board of Managers.

Chapter II. - Capital

6. Capital.

6.1 The share capital of the Company is twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) divided into one hundred and twenty-five (125) shares with a nominal value of one hundred euros (EUR 100) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

6.2 All Shares have equal rights.

6.3 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the Company Law

7. Form of the shares.

7.1 The shares are and will remain in registered form.

7.2 A register of the Shareholders of the Company shall be kept at the registered office of the Company, where it will be available for inspection by the Shareholders. Such register shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile, the number of Shares held by him, the amounts paid in on each such Share, the transfer of Shares and the dates of such transfers. The ownership of the Shares will be established by the entry in this register.

8. Transfer of shares.

8.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

8.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

8.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares have agreed to the transfer in a general meeting;

8.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the Company Law;

8.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the Company Law;

8.2.4 No transfer of Shares may occur during the period of time until the later of 5 years after incorporation or the period during which any securitization debt is outstanding (the "Lock-up Period") other than with unanimous consent of the holders of securitization debt. Following the expiry of the Lock-up Period, the Shares are freely transferable.

Chapter III. - Bonds, Notes and other debt instruments

9. Registered form. The Company may issue debt securities only in registered form and may not be exchanged or converted into bearer form.

Chapter IV. - Managers, board of managers, Conflict of interest, statutory auditors

10. Board of managers.

10.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

10.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

10.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

10.4 A Manager may be removed at any time following a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

10.5 In the event of vacancy of a member of the Board of Managers because of death, retirement or otherwise, the remaining Managers thus appointed may meet and elect, by majority vote, a Manager to fill such vacancy until the next general meeting of Shareholders which will be asked to ratify such election.

11. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

12. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the Company is validly bound or represented towards third parties by:

12.1 if the Company has a Sole Manager, the sole signature of the Sole Manager;

12.2 if the Company has more than one Manager, the joint signature of any two Managers;

12.3 the sole signature of any person to whom such power has been delegated in accordance with article 13.

13. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, the Board of Managers may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

14. Board meetings.

14.1 Meetings of the Board of Managers ("Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

14.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

14.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under article 14.5.

14.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

14.5 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote.

14.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective as if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

14.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

15. Approved statutory auditor(s). The accounts of the Company are audited by one or more approved statutory auditor (s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) appointed by the Board of Managers in accordance with Luxembourg Law (including the Securitisation Law). The approved statutory auditor(s) is/are re-eligible.

Chapter V. - Shareholders

16. Shareholders' resolutions.

16.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

16.2 Subject as provided in articles 16.3, 16.4 and 16.5, Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

16.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

16.4 Subject as provided in article 16.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

16.5 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

16.6 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

16.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

16.8 While the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted.

16.9 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting applies mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in article 16.8 and the above provisions of this article 16.9, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

Chapter VI. - Business year, Distribution of dividends

17. Business year.

17.1 The business year of the Company begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year, except for the first business year which commences on the date of incorporation of the Company and ends on 31 December 2015.

17.2 If at the time the Company has more than twenty-five Shareholders, at least one annual general meeting must be held each year pursuant to article 196 of the Company Law within six months of the year end.

17.3 The Board of Managers draws up the balance sheet and the profit and loss account. It submits these documents together with a report of the operations of the Company at least one (1) month prior to the annual general meeting of shareholders to the statutory auditor(s) who shall make a report containing comments on such documents.

18. Distribution of dividends.

18.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

18.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

18.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Company Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

18.4 The Board of Managers may resolve to pay interim dividends.

Chapter VII. - Dissolution, Liquidation

19. **Dissolution, Liquidation.** The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' meeting in accordance with Luxembourg Law and article 16.

Chapter VIII. - Applicable law

20. **Applicable law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with Luxembourg Law.

Subscription and payment

All one hundred twenty-five (125) Shares have been entirely paid in cash by the subscriber so that the amount of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) is as of now available to the Company.

Subscriber	Subscribed and paid-in capital	Number of Shares
Stichting Azure Mortgage Investments	EUR 12,500	125

Expenses

The expenses, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation, are estimated at about 1.500.- euro.

General meeting of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named Shareholder, representing the entire subscribed and paid-in capital and considering itself as validly convened, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of the Company which resolved as follows:

- To set the number of managers at two (2) and further resolved to elect the following in their respective capacity as manager of the Company for an unlimited period of time:

* Paul Guillaume, born on 10 February 1959 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, professionally residing at 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

* Hinnerk Koch, born on 15 March 1963 in Bremen, Germany, professionally residing at 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

- To set the registered office of the Company is at 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Pétange, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède.

L'an deux mille quinze, le neuvième jour du mois de juin.

Par-devant nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand Duché de Luxembourg,

A COMPARU

Stichting Azure Mortgage Investments, une fondation (Stichting) constituée sous les lois des Pays-Bas, ayant son siège (statutaire zetel) à Amsterdam, Pays-Bas et son address au 7, De Boelelaan, 1083 HJ Amsterdam, Pays-Bas et en cours d'immatriculation auprès du Registre Commercial des Pays-Bas (Handelsregister),

étant représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, clerc de notaire, dont l'adresse professionnelle est à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être déposée avec elles auprès des autorités chargées de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, agissant en sa capacité comme indiqué ci-dessus, a requis du notaire instrumentant qu'il dresse les statuts d'une société à responsabilité limitée, qu'elle déclare constituer.

Chapitre I^{er} . - Dénomination, Siège social, Objet, Compartiments, Durée

1. Forme et dénomination. Il est constitué Azure Mortgage Investments S.à r.l. (la "Société") une société à responsabilité limitée luxembourgeoise régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier, la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi sur les Sociétés") et par les présents statuts (les "Statuts"). La Société sera soumise à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, telle que modifiée (la "Loi Titrisation").

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg au sein de la même municipalité par:

(a) le Gérant Unique (tel que définit à l'article 10.2) si la Société a un seul gérant; ou

(b) le Conseil de Gérance (tel que défini à l'article 10.3), si la Société a un Conseil de Gérance; ou

2.2.2 à tout autre endroit dans le Grand-Duché du Luxembourg (que ce soit ou non dans la même municipalité) par une résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") tenue conformément aux dispositions de ces Statuts et les lois du Grand-Duché du Luxembourg, y compris la Loi sur les Sociétés (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Lorsque le Conseil de Gérance détermine que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire, de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social ou la communication entre le siège social et des entités à l'étranger, se sont produits ou sont sur le point de se produire, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

3. Objet.

3.1 L'objet de la Société est d'entrer dans des transactions par laquelle elle acquiert ou assume, directement ou indirectement ou à travers une autre entité, des risques liés à des créances, d'autres avoirs ou dettes de tiers ou inhérentes à tout ou partie des activités exercées par des tiers. L'acquisition ou la prise de ces risques par la Société sera financée par l'émission

de valeurs mobilières par elle-même ou par une autre entité de titrisation dont la valeur ou le rendement dépendent des risques acquis ou pris par la Société.

3.2 Nonobstant le caractère général de ce qui précède, la Société peut en particulier:

3.2.1 souscrire ou à acquérir de toute autre manière appropriée toutes valeurs mobilières ou instruments financiers (dans le sens le plus large du terme);

3.2.2 acquérir des prêts recouvrables qui peuvent être ou non considérés comme des valeurs mobilières et entrer dans des conventions de prêts faisant parties des opérations de titrisations opérées par elle and dans les limites de la Loi Titrisation;

3.2.3 dans l'accomplissement de son objet, gérer, utiliser ou user de quelques façons que ce soit tous ses avoirs, valeurs mobilières ou autres instruments financiers, et fournir toutes sortes de garanties et de sûretés, par voie d'hypothèque, nantissement, gage ou d'autres moyens grevant tous les avoirs et droits détenus par la Société;

3.2.4 sous réserve que la Société réalise des opérations de couverture, auxiliaires à, et exclusivement dans le contexte des activités décrites dans l'article 3.1, elle peut conclure et exécuter des transactions de produits dérivés (incluant, de manière non exhaustive, des swaps, des contrats à terme (futures), des échanges à terme, des options) et toutes autres opérations similaires;

3.2.5 émettre des obligations, toute autre forme de titres représentatifs de dette et en général des valeurs mobilières et des instruments financiers dont la valeur ou le rendement dépendent des risques acquis ou acceptés par la Société, sous réserve toutefois que la Société n'émette pas d'obligations, de valeurs mobilières ou des instruments financiers au public ou ne contracte pas autrement des prêts par voie d'émission publique d'instruments de dettes; et

3.2.6 sous réserve que la Société performe des conventions de prêts, auxiliaires à, et exclusivement dans le contexte des activités décrites dans l'article 3.1, elle peut conclure des conventions de prêts comme emprunteur, afin de se conformer à tout paiement ou autre obligation qu'elle a, conformément à tous ses titres ou contrat conclu dans le cadre de ses activités, dans la mesure où cela paraît utile et nécessaire dans le cadre de l'opération.

3.3 Les descriptions ci-dessus doivent être comprises dans leurs sens le plus large et leur énumération est non limitative. L'objet social de la Société couvre toutes les opérations ou accords auxquels la Société est partie, dans la mesure où ceux-ci restent compatibles avec l'objet social ci-avant explicité.

3.4 La Société peut prendre toutes mesures pour protéger ses droits et faire toutes opérations quelconques qui sont directement ou indirectement liées à, ou utiles pour son objet social, et qui peuvent promouvoir son accomplissement ou son développement dans les limites autorisées par les lois applicables.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Compartiments.

5.1 Conformément à la Loi Titrisation, le Conseil de Gérance (tel que défini à l'article 10.3) a le pouvoir de créer un ou plusieurs compartiments, chacun correspondant à une part distincte du patrimoine de la Société.

5.2 Sous réserve de l'article 5.5 ci-dessous, tous les actifs alloués à un compartiment sont exclusivement disponibles pour les investisseurs et créanciers dont les créances sont nées à l'occasion de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce compartiment.

5.3 Nonobstant ce qui précède, si, à la suite du rachat ou du remboursement en entier des instruments financiers ou valeurs mobilières émis en relation avec un compartiment et la complète satisfaction et l'extinction de toutes obligations de la Société envers les créanciers dont les créances sont nées en relation avec ces instruments financiers ou valeurs mobilières de la constitution, du fonctionnement ou de la liquidation de ce compartiment, il reste des actifs dans ce compartiment, le Conseil de Gérance peut allouer ces actifs à un autre compartiment ou au patrimoine général de la Société.

5.4 Le Conseil de Gérance (ou son mandataire) doit établir et maintenir des comptes séparés pour chaque compartiment de la Société dans le but de déterminer les actifs affectés à chaque compartiment, ces comptes étant une preuve concluante des actifs contenus dans chacun des compartiments en l'absence d'erreur manifeste.

5.5 Les créances non liées à la constitution, au fonctionnement ou à la liquidation d'un compartiment précis peuvent être imputées au patrimoine général de la Société ou être réparties par le Conseil de Gérance entre les compartiments de la Société au pro rata des actifs desdits compartiments ou selon tout autre règle de répartition considérée comme plus appropriée.

5.6 Les actifs et dettes de chaque compartiment sont distincts de tous les actifs et dettes que la Société ou tout autre compartiment de la Société (soit existant ou qui sera constitué dans le futur) pourrait avoir ou aura dans le futur. Les actifs de chaque compartiment seront exclusivement disponible pour satisfaire les créances des souscripteurs des obligations ou autres instruments financiers (et de tous les autres créanciers en relation avec l'émission de ces obligations ou des autres instruments financiers) et aucun créancier de la Société (ou de tout autre compartiment constitué par la Société) ne peut saisir ou confisquer ces actifs.

5.7 La liquidation d'un compartiment peut être décidée par le Conseil de Gérance.

Chapitre II. - Capital

6. Capital social.

6.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par cent vingt cinq (125) parts sociales d'une valeur de cent euros (100 EUR) chacune (les "Parts Sociales"). Dans ces Statuts, "Associés" signifie les détenteurs de Parts Sociales et "Associé" sera défini en conséquence.

6.2 Toutes les Parts Sociales confèrent des droits égaux.

6.3 La Société peut procéder au rachat de ses propres Parts Sociales dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés.

7. Nature des parts sociales.

7.1 Les Parts Sociales sont et resteront en forme nominatives.

7.2 Un registre de(s) associé(s) doit être conservé au siège social de la Société où il peut être consulté par tout Associé. Ce registre contient le nom de chaque Associé, sa résidence ou son domicile élu, le nombre de Parts Sociales qu'il détient, le montant libéré pour chacune de ces Parts Sociales, ainsi que la mention des transferts des Parts Sociales et les dates de ces transferts. La propriété des Parts Sociales est établie par l'inscription dans ledit registre.

8. Transfert des parts sociales.

8.1 Dans l'hypothèse d'un Associé unique, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

8.2 Dans l'hypothèse d'une pluralité d'Associés et sous réserve des dispositions de ces Statuts:

8.2.1 les Parts Sociales ne pourront être transférées autrement que pour raison de décès à des personnes autres que les Associés à moins que les Associés détenant trois quart des Parts Sociales acceptent le transfert en assemblée générale;

8.2.2 les Parts Sociales ne pourront être transférées autrement que pour raison de décès à des personnes autres que les Associés à moins que les Associés détenant trois quart des Parts Sociales détenues par les survivants acceptent le transfert ou dans les cas prévus à l'article 189 de la Loi sur les Sociétés;

8.2.3 les Parts Sociales ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi sur les Sociétés.

8.2.4 Aucun transfert de Parts Sociales ne peut avoir lieu avant l'expiration de 5 années après la constitution de la Société ou la période durant laquelle des créances titrisées ne soient en cours (la "Période d'incessibilité") autrement qu'avec le consentement unanime des porteurs des créances titrisées. Les Parts Sociales seront librement transmissibles après expiration de la Période d'Incessibilité.

Chapitre III. - Obligations et autres instruments de dettes

9. **Obligations nominatives.** La Société ne peut émettre des instruments de dette que sous forme nominative, lesquels ne peuvent pas être échangés ou convertis en instruments de dette au porteur.

Chapitre IV. - Gérant, Conseil de gérance, Conflits d'intérêts, Reviseur d'entreprises agréés

10. Conseil de gérance.

10.1 La Société est administrée par un ou plusieurs gérants ("Gérants") nommés par une résolution de l' (des) Associé (s) approuvée conformément à la Loi Luxembourgeoise et à ces Statuts.

10.2 Si la Société a à un moment donné un seul Gérant, il sera dénommé dans ces Statuts comme le "Gérant Unique".

10.3 Si la Société a à un moment donné plus qu'un seul Gérant, ils constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

10.4 Un Gérant pourra être révoqué à tout moment par résolutions des Associés approuvée conformément à la Loi Luxembourgeoise et à ces Statuts.

10.5 En cas de vacance du poste de Gérant pour cause de décès, de départ en retraite ou autre raison, les Gérants restants ainsi nommés peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des associés qui procédera à la ratification de cette nomination.

11. **Pouvoir des gérants.** Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, aura tous les pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet de la Société, à l'exception des matières qui sont réservées aux Associés selon la Loi Luxembourgeoise ou les termes de ces Statuts.

12. **Représentation.** Sous réserve des dispositions de droit Luxembourgeois et de ces Statuts, les personnes suivantes sont autorisées à représenter et/ou engager la Société:

12.1 Si la Société a un Gérant Unique, le Gérant Unique;

12.2 Si la Société a plus d'un Gérants, la signature conjointe de deux Gérants;

12.3 Chaque Gérant dans la mesure où des pouvoirs lui ont été délégués en vertu de l'article 13.

13. **Agent des gérants.** Le Gérant Unique, ou si la Société a plus d'un Gérant, le Conseil de Gérance, peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées et déterminera ces pouvoirs et responsabilités et rémunération (s'il y en a), la durée de la période de représentation et toute autre condition de cette délégation.

14. Réunion du conseil de gérance.

14.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil de Gérance") sont convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance nommera un président.

14.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions à toute Réunion du Conseil de Gérance sans convocation préalable si tous les Gérants sont présents ou représentés et s'ils ont renoncé aux formalités et exigences de convocation, soit par écrit, soit lors de la Réunion du Conseil de Gérance, en personne ou par le biais d'un représentant autorisé.

14.3 Tout Gérant est autorisé à se faire représenter par un autre Gérant (mais par aucune autre personne) pour agir en tant que représentant (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil de Gérance afin d'être présent, délibérer, voter et faire toutes les fonctions attribuées au Gérant pour son compte lors de cette Réunion du Conseil de Gérance. Un Gérant peut représenter plusieurs autres Gérants à un Conseil de Gérance à la condition que (sans préjudice des quorums requis) au moins deux Gérants soient présents physiquement à une Réunion du Conseil tenue en personne ou participe en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'article 14.5.

14.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité des Gérants sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Gérance sont adoptées à une majorité simple.

14.5 Un Gérant ou le Représentant du Gérant peut valablement participer à une Réunion du Conseil par voie d'utilisation de moyens de vidéo conférence ou de tout autre équipement de télécommunication étant entendu que toutes les personnes participant à cette réunion doivent pouvoir être entendues et parler les unes avec les autres pendant la durée de la réunion. Une personne participant de cette manière est réputée être présente en personne à la réunion, et devra être comptée dans le quorum et sera autorisée à voter.

14.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou en relation avec tout Gérant, le Représentant de ce Gérant) est valide et effective comme si elle avait été adoptée à une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue et peut consister en un ou plusieurs documents ayant le même contenu et signées par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants concernés.

14.7 Les procès-verbaux d'un Conseil de Gérance doivent être signés et les extraits de ces procès-verbaux peuvent être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion.

15. Réviseur d'entreprises agréé(s). Les comptes de la Société sont audités par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) nommé(s) par le Conseil de Gérance conformément à la Loi Luxembourgeoise (Loi Titrisation incluse). Le(s) réviseur(s) d'entreprises agréé(s) est/sont rééligible(s).

Chapitre V. - Assemblée générale des actionnaires

16. Résolutions des associés.

16.1 Chaque Associé a droit à un vote pour chaque Part Sociale dont il est le détenteur.

16.2 Sous réserve des dispositions prévues aux articles 16.3, 16.4 et 16.5, les résolutions des Associés sont valides uniquement si elles sont adoptées à la majorité des votes exprimés, étant entendu que si cette majorité n'est pas atteinte lors de la première réunion ou première consultation écrite, les Associés devront être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée et les résolutions seront adoptées à une majorité des votes exprimés, sans prendre en compte le nombre de Parts Sociales représentées.

16.3 Les Associés ne pourront pas changer la nationalité de la Société ou obliger un des Associés à augmenter ses engagements dans la Société sans un vote unanime des Associés.

16.4 Sous réserve de l'article 16.3, toute Résolution pour modifier toute disposition des Statuts (en ce compris un changement de Siège Social) devra être approuvée par une majorité en nombre des Associés représentant trois quart des Parts Sociales.

16.5 Une décision portant sur la dissolution de la Société ou qui détermine les méthodes de liquidation de la Société et/ou qui nomme les liquidateurs sera adoptée conformément à la Loi Luxembourgeoise.

16.6 Une réunion des Associés (une "Réunion des Associés") peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des conditions de convocation et formalités si tous les Associés ont renoncé aux conditions et formalités de convocation en question que ce soit par écrit ou, lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

16.7 Un Associé peut être représenté à une Assemblée Générale en désignant par écrit (ou par fax ou email ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Associé.

16.8 Si la Société n'a pas plus de vingt-cinq Associés, les résolutions des Associés peuvent être approuvées par vote écrit des Associés plutôt que lors d'une Réunion des Associés sous réserve que chaque Associé reçoivent le texte spécifique des résolutions ou décisions à adopter et donne son vote par écrit.

16.9 La majorité nécessaire à l'adoption de résolutions lors de Réunion des Associés s'appliquera mutadis mutandis à l'adoption des résolutions écrites des Associés. Excepté lorsque cela est requis par la Loi Luxembourgeoise, il n'y aura pas de quorum requis pour l'adoption des résolutions écrites des Associés. Les résolutions écrites des Associés seront valablement adoptées dès la réception par la Société des copies originales (ou copies envoyées par fax ou pièce jointe d'emails) des votes des Associés sous réserve des exigences prévues aux articles 16.8 et 16.9, peu importe que tous les Associés aient votés ou non.

Chapitre VI. - Exercice social, Distribution des parts sociales

17. Exercice social.

17.1 L'année d'exercice commence le premier janvier et se termine le dernier jour de décembre de chaque année, sauf pour la première année d'exercice qui commence au jour de la constitution de la Société et se termine au 31 décembre 2015.

17.2 Si à un moment la Société a plus de vingt-cinq Associés, au moins une assemblée générale annuelle devra se tenir chaque année conformément aux dispositions de l'article 196 de la Loi sur les Sociétés dans les six mois qui suivent la fin de l'année sociale.

17.3 Le Conseil de Gérance établit le bilan et le compte de résultats. Il remet ces documents, accompagnés d'un rapport sur les opérations de la Société, un (1) mois avant l'assemblée générale ordinaire des Actionnaires, au(x) réviseur(s) d'entreprise qui devra/(devront) préparer un rapport incluant des commentaires sur ces documents.

18. Droit de distribution des parts sociales.

18.1 Du bénéfice net déterminé en conformité avec les dispositions légales applicables, cinq pour cent seront prélevés pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint un dixième du capital social de la Société.

18.2 Conformément à la Loi Luxembourgeoise et ces Statuts, la Société pourra par résolutions des Associés déclarer des dividendes conformément aux droits respectifs des Associés.

18.3 Nonobstant les dispositions précédentes, le Gérant unique ou en cas de la pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires à l'(aux) Associé(s) avant la fin de l'année sociale sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, le cas échéant, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi sur les Sociétés ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par l'(les) Associé(s).

18.4 Le Conseil de Gérance peut verser des acomptes sur dividendes.

Chapitre VII. - Dissolution, Liquidation

19. Dissolution et liquidation. La liquidation de la Société sera décidée par une Assemblée Générale conformément à la Loi Luxembourgeoise et l'article 16.

Chapitre VIII. - Loi applicable

20. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans les présents Statuts, il est fait référence à la Loi Luxembourgeoise.

Souscription et libération

Tous les cent vingt-cinq (125) Parts Sociales ont été entièrement libérées en numéraire par le souscripteur pour que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500) soit disponible à partir de maintenant à la Société.

Souscripteur	Capital souscrit et payé	Nombre de Parts Sociales
Stichting Azure Mortgage Investments	EUR 12,500	125

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, est évalué à 1.500,-euros.

Assemblée générale des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé mentionnée ci-avant, représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoquée, exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires, a pris les décisions suivantes:

- De fixer le nombre de gérants à deux (2) et de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société pour une durée indéterminée:

* Paul Guillaume, né le 10 février 1959 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, résidant professionnellement au 370, route de Longwy, L-1940, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

* Hinnerk Koch, né le 15 mars 1963 à Bremen, Allemagne, résidant professionnellement au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

- De fixer le siège social de la Société est au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, constate par les présentes qu'à la requête de l'entité comparante susmentionnée, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la même entité comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date mentionnée en tête des présentes,

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 juin 2015. Relation: EAC/2015/13267. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015091749/526.

(150103465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

X Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 100.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 190.726.

In the year two thousand and fifteen, on the third day of the month of June.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

X Cayman Ltd., an exempted company incorporated in the Cayman Islands with limited liability, having its registered office at dms Corporate Services Ltd., P.O. Box 1344, 20 Genesis Close, dms House, George Town, Grand Cayman KY1-1108, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number MC-291744, (the "Sole Shareholder"),

represented by Me Darya Spivak, maître en droit, residing in Luxembourg as proxyholder pursuant to a proxy dated 1 June 2015 (such proxy to be registered together with the present deed), being the sole shareholder of "X Luxco S.à r.l." (the "Company"), a société à responsabilité limitée having its registered office at 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B190726, incorporated on 2nd October 2014 by deed of Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial number 3341 of 11th November 2014.

The articles of incorporation of the Company have not been amended since its incorporation.

The appearing party declared and requested the notary to record that:

1. The Sole Shareholder holds all one hundred thousand (100,000) shares in issue in the Company, so that decisions can validly be taken on all items of the agenda.
2. That the item on which a resolution is to be passed is as follows:

Agenda

- Amendment of the object and purpose of the Company to clarify that the Company may directly or indirectly invest in movable or real estate property or gain exposure thereon in any form whatsoever and consequentially to amend article 2 of the articles of incorporation of the Company to read as follows:

“ **Art. 2. Object.** The object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, claims, loans, loan participations, certificates of deposits and any other securities or financial instruments or assets of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may directly or indirectly invest in movable or real estate property or gain exposure thereon in any form whatsoever.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and manage a portfolio of patents or any other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity it deems fit.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit. The Company may further pledge, transfer or encumber or otherwise create securities over some or all of its assets.

In a general fashion it may grant assistance in any way to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Any of the above is to be understood in the broadest sense and any enumeration is not exhaustive or limiting in any way. The object of the Company includes any transaction or agreement which is entered into by the Company consistent with the foregoing.

Finally, the Company can perform all commercial, technical, financial, or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes."

Thereafter the following resolution was passed:

Sole resolution

It is resolved to amend the object and purpose of the Company to clarify that the Company may directly or indirectly invest in movable or real estate property or gain exposure thereon in any form whatsoever and consequentially to amend article 2 of the articles of incorporation of the Company as set forth in the agenda above.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the appearing party hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trois juin.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

X Cayman Ltd., une exempted company à responsabilité limitée constituée aux Îles Caïmans, ayant son siège social à dms Corporate Services Ltd., P.O. Box 1344, 20 Genesis Close, dms House, George Town, Grand Cayman KY1-1108, Îles Caïmans, immatriculée auprès du Registrar of Companies des Îles Caïmans sous le numéro MC-291744, (l'«Associé Unique»),

représentée par Maître Darya Spivak, maître en droit, résidant à Luxembourg en tant que mandataire en vertu d'une procuration datée du 1 juin 2015 (laquelle procuration sera enregistrée avec le présent acte), étant l'associé unique de «X Luxco S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée dont le siège social est situé au 47, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B190726, constituée le 2 octobre 2014 par acte de Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial numéro 3341 du 11 novembre 2014.

Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis sa constitution.

La partie comparante a déclaré et requis le notaire d'acter que:

1. L'Associé Unique détient l'ensemble des cent mille (100.000) parts sociales émises dans la Société, de sorte que des décisions peuvent être valablement prises sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

2. Que le point sur lequel une résolution doit être adoptée est le suivant:

Ordre du jour

- Modification de l'objet de la Société afin de clarifier le fait que la Société peut investir directement ou indirectement dans un bien mobilier ou immobilier et peut tirer profit de la plus-value de ceux-ci sous quelque forme que ce soit et par conséquent, modification de l'article 2 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 2. Objet.** L'objet de la Société est l'acquisition, la détention, la gestion et la disposition de participations et de tout intérêt, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans d'autres entités, entreprises ou investissements, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que la cession par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, de titres obligataires, de créances, de prêts, de

participations dans des prêts, de certificats de dépôts et de tout autre type de valeurs mobilières ou d'instruments financiers ou d'avoires, ainsi que la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut investir directement ou indirectement dans un bien mobilier ou immobilier et peut tirer profit de la plus-value de ceux-ci sous quelque forme que ce soit.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise, et peut investir de quelque manière que ce soit et gérer un portefeuille de brevets ou tout autre droit de propriété intellectuelle de toute nature ou origine. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer ses activités par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de titres obligataires et de certificats de créance ou toute sorte de titres de créance ou de titres de participation.

La Société peut prêter des fonds, y compris sans limitation ceux résultant de tout emprunt de la Société ou de l'émission de tout type de titres de participation ou de créance, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut donner des garanties et octroyer des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et engagements ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient, ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et ce, généralement à son propre profit ou au profit de ces entités. La Société peut aussi mettre en gage, transférer ou grever ou autrement constituer des titres sur certains ou la totalité de ses actifs.

D'une manière générale elle peut prêter assistance de toute manière aux sociétés ou autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre société ou entreprise que la Société juge appropriée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

Tout ce qui précède doit être entendu au sens large et toute énumération n'est en aucune manière exhaustive ou limitative. L'objet de la Société comprend toute transaction conclue ou tout contrat conclu par la Société conformément avec ce qui précède.

Enfin, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.»

À la suite de quoi, la résolution suivante a été adoptée:

Résolution unique

Il est décidé de modifier l'objet de la Société afin de clarifier le fait que la Société peut investir directement ou indirectement dans un bien mobilier ou immobilier et peut tirer profit de la plus-value de ceux-ci sous quelque forme que ce soit et par conséquent, de modifier l'article 2 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur énoncée dans l'ordre du jour ci-dessus.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent procès-verbal est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même personne comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent procès-verbal, la partie comparante et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: D. SPIVAK et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 5 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17560. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015089982/142.

(150102422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

BRPTE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 94.405.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088750/9.

(150101838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Triton Debt Opportunities S.C.A., Société en Commandite par Actions de Titrisation.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 182.821.

—
Ce document rectifie et remplace celui annexé au dépôt L150077682 fait le 7 mai 2015

In the year two thousand and fifteen on the eighteenth of March.

before us Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Triton Debt Opportunities S.C.A., a société en commandite par actions governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary dated 11 December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 355 of 7 February 2014, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 182821 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary dated 14 January 2015, not yet published.

The meeting was declared open at 7.38 p.m. by Me Manfred Müller, lawyer, with professional address in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Me Henner Heßlau, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Me Nirida Nhouyvanisvong, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record the following:

(i) That the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of eighty euro (EUR 80.-) so as to raise it from its present amount of thirty-one thousand one hundred ninety-five euro (EUR 31,195.-) to thirty-one thousand two hundred seventy-five euro (EUR 31,275.-).

2 To issue eight thousand (8,000) class C preferred shares (the "Capital Preferred Shares"), with a nominal value of EUR 0.01 each and the same rights and privileges as the existing shares.

3 To accept subscription by (a) Triton Debt Opportunities Fund I L.P. for four thousand four hundred eighty-eight (4,488) Capital Preferred Shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01.-) per share, with payment of share premium in a total amount of three million four hundred twenty-eight thousand eight hundred forty-three euro and ninety-three euro cents (EUR 3,428,843.93), (b) Triton Debt Opportunities Fund I No.2 L.P. for three thousand two hundred fifty-six (3,256) Capital Preferred Shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) per share, with payment of share premium in a total amount of two million four hundred eighty-six thousand seven hundred fifteen euro and twelve euro cents (EUR 2,486,715.12), (c) Triton Debt Opportunities Fund F&F L.P. for two hundred fifty two (252) Capital Preferred Shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) per share, with payment of share premium in a total amount of one hundred ninetyone thousand six hundred thirty-eight euro and eighty-six euro cents (EUR 191,638.86), and (d) Triton Debt Opportunities Fund F&F UK L.P. for 4 Capital Preferred Shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) per share, with payment of share premium in a total amount of three thousand four hundred forty-two euro and sixty-two euro cents (EUR 3,442.62).

4 To accept payment in full for each of the Capital Preferred Shares to be issued by contributions in kind.

5 To amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect the capital increase.

6 Miscellaneous.

(ii) That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of the shares held by the shareholders are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholders, the proxyholders of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(iii) That the proxies of the represented shareholders, signed by the proxyholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary will also remain annexed to the present deed.

(iv) That the whole corporate capital was represented at the meeting and all the shareholders present or represented declared that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, and waived their right to be formally convened.

(v) That the meeting was consequently regularly constituted and could validly deliberate on all the items of the agenda.

(vi) That the general meeting of shareholders, each time unanimously, took the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of eighty euro (EUR 80.-) so as to raise it from its present amount of thirty-one thousand one hundred ninety-five euro (EUR 31,195.-) to thirty-one thousand two hundred seventy-five euro (EUR 31,275.-).

Second resolution

The general meeting of shareholders resolved to issue eight thousand (8,000) Capital Preferred Shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) each and the same rights and privileges as the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon appeared:

(i) Triton Debt Opportunities Fund I L.P., with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1581 (the “Subscriber 1”),

represented by Me Manfred Müller, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given on February 25, 2015, which proxy, signed by the proxyholder, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The Subscriber 1 declared to subscribe for four thousand four hundred eighty-eight (4,488) new Capital Preferred Shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01.-) per share, with payment of share premium in a total amount of three million four hundred twenty-eight thousand eight hundred forty-three euro and ninety-three euro cents (EUR 3,428,843.93), and to fully pay for these shares by a contribution in kind consisting in claims in the aggregate amount of three million four hundred twenty-eight thousand eight hundred eighty-eight euro and eighty-one euro cents (EUR 3,428,888.81) that the Subscriber 1 has against the Company (the “First Contribution in Kind”).

(ii) Triton Debt Opportunities Fund I No.2 L.P., with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1724 (the “Subscriber 2”),

represented by Me Manfred Müller, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given on February 25, 2015, which proxy, signed by the proxyholder, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The Subscriber 2 declared to subscribe for three thousand two hundred fifty-six (3,256) new Capital Preferred Shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) per share, with payment of share premium in a total amount of two million four hundred eighty-six thousand seven hundred fifteen euro and twelve euro cents (EUR 2,486,715.12), and to fully pay for these shares by a contribution in kind consisting in claims in the aggregate amount of two million four hundred eighty-six thousand seven hundred forty-seven euro and sixty-eight euro cents (EUR 2,486,747.68) that the Subscriber 2 has against the Company (the “Second Contribution in Kind”).

(iii) Triton Debt Opportunities Fund F&F L.P., with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1680 (the “Subscriber 3”),

represented by Me Manfred Müller, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given on February 25, 2015, which proxy, signed by the proxyholder, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The Subscriber 3 declared to subscribe for two hundred fifty-two (252) new Capital Preferred Shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) per share, with payment of share premium in a total amount of one hundred ninety-one thousand six hundred thirty-eight euro and eighty-six euro cents (EUR 191,638.86), and to fully pay for these shares by a contribution in kind consisting in claims in the aggregate amount of one hundred ninety-one thousand six hundred forty-one euro and thirty-eight euro cents (EUR 191,641.38) that the Subscriber 3 has against the Company (the “Third Contribution in Kind”).

(iv) Triton Debt Opportunities Fund F&F UK L.P., with registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1681 (the “Subscriber 4”, and together with the Subscriber 1, the Subscriber 2, and the Subscriber 3, the “Subscribers”),

represented by Me Manfred Müller, prenamed,

by virtue of a proxy under private seal given on February 25, 2015, which proxy, signed by the proxyholder, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The Subscriber 4 declared to subscribe for four (4) new Capital Preferred Shares with a nominal value of one euro cent (EUR 0.01) per share, with payment of share premium in a total amount of three thousand four hundred forty-two euro and sixty-two euro cents (EUR 3,442.62), and to fully pay for these shares by a contribution in kind consisting in claims in the aggregate amount of three thousand four hundred forty-two euro and sixty-six euro cents (EUR 3,442.66) that the Subscriber

4 has against the Company (the “Fourth Contribution in Kind”, and together with the First Contribution in Kind, the Second Contribution in Kind, and the Third Contribution in Kind, the “Contributions in Kind”).

The Contributions in Kind represent a value in aggregate amount of six million one hundred ten thousand seven hundred twenty euro and fifty-two euro cents (EUR 6,110,720.52).

Proof of the ownership by the Subscribers of the Contributions in Kind has been given to the undersigned notary.

The Subscribers declared that the Contributions in Kind are free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of the Contributions in Kind to the Company without restriction or limitation and that valid instructions have been given to undertake all notifications, registrations or other formalities necessary to perform a valid transfer of the Contributions in Kind to the Company.

The Subscribers further stated that a report has been drawn up by Deloitte Audit S.à r.l., réviseur d'entreprises agréé, at the registered at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and signed by Nick Tabone on March 11, 2015, wherein the Contributions in Kind are described and valued (the “Report”).

The Subscribers produced the Report, the conclusions of which read as follows:

“Based on the procedures applied as described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the Contribution is not at least equal to the number and nominal value of the 8,000 new Class C Capital Preferred Shares with a nominal value of EUR 0.01 each, including a premium of EUR 6,110,640.52.”

The Report will remain attached to the present deed to be registered therewith.

The general meeting of shareholders resolved to accept said subscription and payment and to allot the eight thousand (8,000) new shares to the above mentioned subscribers.

Third resolution

The general meeting of shareholders resolved to amend the first paragraph of article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect the capital increase, which from now on read as follows:

“ **Art. 5. Issued Capital.** The issued capital of the Company is set at thirty-one thousand two hundred seventy-five euro (EUR 31,275.-) divided into:

(i) three million ninety-nine thousand nine hundred (3,099,900) class A ordinary shares (the "Class A Shares"), which shall be held by the limited shareholders (actionnaires commanditaires) in representation of their limited partnership interest in the Company (the "Class A Shareholders");

(ii) one hundred (100) class B shares (the "Class B Shares"), which shall be held by the unlimited partners (associés commandités), in representation of their unlimited partnership interest in the Company (the "Class B Shareholders");

(iii) twenty-seven thousand four hundred (27,400) class C preferred shares (the "Capital Preferred Shares"), which shall be held by the limited partners (associés commanditaires), in representation of their limited partnership interest in the Company (the "Capital Preferred Shares Shareholders"); and

(iv) one hundred (100) class D preferred shares (the "Income Preferred Shares"), which shall be held by the limited partners (associés commanditaires), in representation of their limited partnership interest in the Company (the "Income Preferred Shares Shareholders", and together with the Capital Preferred Shares Shareholders, the “Preferred Shareholders”).”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at three thousand six hundred euro (EUR 3,600.-).

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned at 8.00 p.m..

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the undersigned notary by their surnames, first names, civil status and residences, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-huitième jour du mois de mars,

par devant nous Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Triton Debt Opportunities S.C.A., une société par commandite par actions régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte du notaire en date du 11 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 355 du 7 février 2014, et immatriculée au Registre de

Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 182821 (la "Société"). Les statuts ont été modifiés par un acte du notaire soussigné en date du 14 Janvier 2015, non encore publié.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 19.38 heures sous la présidence de Maître Manfred Müller, avocat, domicilié professionnellement à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Maître Henner Heßlau, avocat, domicilié professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Maître Nirida Nhouyvanisvong, avocat, domicilié professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée était le suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la société à concurrence de quatre-vingt euros (EUR 80,-) pour le porter de son montant actuel de trente-et-un mille cent quatre-vingt-quinze euros (EUR 31.195,-) à trente-et-un mille deux cent soixante-quinze euros (EUR 31.275,-).

2 Emission de huit mille (8.000) actions préférentielles de catégorie C (les «Actions Préférentielles de Capital»), d'une valeur nominale de EUR 0,01 chacune et ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes.

3 Souscription par (a) Triton Debt Opportunities Fund I L.P. de quatre mille quatre cent quatre-vingt-huit (4.488) Actions Préférentielles de Capital d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de trois millions quatre cent vingt-huit mille huit cent quarante-trois euros et quatre-vingt-treize centimes d'euros (EUR 3.428.843,93), (b) Triton Debt Opportunities Fund I No.2 L.P. de trois mille deux cent cinquante-six (3.256) Actions Préférentielles de Capital d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de deux millions quatre cent quatre-vingt-six mille sept cent quinze euros et douze centimes d'euros (EUR 2.486.715,12), (c) Triton Debt Opportunities Fund F&F L.P. de deux cent cinquante-deux (252) Actions Préférentielles de Capital d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cent quatre-vingt-onze mille six cent trente-huit euros et quatre-vingt-six centimes d'euros (EUR 191.638,86), et (d) Triton Debt Opportunities Fund F&F UK L.P. de quatre (4) Actions Préférentielles de Capital d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de trois mille quatre cent quarante-deux euros et soixante-deux centimes d'euros (EUR 3.442,62).

4 Paiement intégral de chacune des Actions Préférentielles de Capital devant être émises par des apports en nature.

5 Modification du premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital.

6 Divers.

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par les actionnaires, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées par les mandataires, les membres bureau et le notaire soussigné resteront pareillement annexées au présent acte.

(iv) Que l'intégralité du capital social était représentée à l'assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable et ont renoncé à leur droit d'être formellement convoqués.

(v) Que l'assemblée était par conséquent régulièrement constituée et a pu délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

(vi) Que l'assemblée a pris, chaque fois à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'augmenter le capital social de la société à concurrence de quatre-vingt euros (EUR 80,-) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille cent quatre-vingt-quinze euros (EUR 31.195,-) à trente et un mille deux cent soixante-quinze euros (EUR 31.275,-).

Deuxième résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'émettre huit mille (8.000) Actions Préférentielles de Capital, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune et ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes.

Souscription - Paiement

Ensuite ont comparu:

(i) Triton Debt Opportunities Fund I L.P., ayant son siège sociale à Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, immatriculée au Registre des Sociétés de Jersey sous le numéro 1581 (le «Souscripteur 1»),

représentée par Maître Manfred Müller, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 25 février 2015 qui, après avoir été signée par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte.

Le Souscripteur 1 a déclaré souscrire quatre mille quatre cent quatre-vingt-huit (4.488) nouvelles Actions Préférentielles de Capital d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de trois millions quatre cent vingt-huit mille huit cent quarante-trois euros et quatre-vingt-treize centimes d'euros (EUR 3.428.843,93) d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune et de libérer intégralement ces actions par un apport en nature consistant en des créances d'un montant total de trois millions quatre cent vingt-huit mille huit cent quatre-vingt-huit euros et quatre-vingt-un centimes d'euros (EUR 3.428.888,81) que le Souscripteur 1 a à l'égard de la Société (le «Premier Apport en Nature»).

(ii) Triton Debt Opportunities Fund I No.2 L.P., ayant son siège sociale à Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, immatriculée au Registre des Sociétés de Jersey sous le numéro 1724 (le «Souscripteur 2»),

représentée par Maître Manfred Müller, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 25 février 2015 qui, après avoir été signée par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte.

Le Souscripteur 2 a déclaré souscrire trois mille deux cent cinquante-six (3.256) nouvelles Actions Préférentielles de Capital d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de deux millions quatre cent quatre-vingt-six mille sept cent quinze euros et douze centimes d'euros (EUR 2.486.715,12), et de libérer intégralement ces actions par un apport en nature consistant en des créances d'un montant total de deux millions quatre cent quatre-vingt-six mille sept cent quarante-sept euros et soixante-huit centimes d'euros (EUR 2.486.747,68) que le Souscripteur 2 a à l'égard de la Société (le «Second Apport en Nature»).

(iii) Triton Debt Opportunities Fund F&F L.P., ayant son siège sociale à Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, immatriculée au Registre des Sociétés de Jersey sous le numéro 1680 (le «Souscripteur 3»),

représentée par Maître Manfred Müller, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 25 février 2015 qui, après avoir été signée par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte.

Le Souscripteur 3 a déclaré souscrire deux cent cinquante-deux (252) nouvelles Actions Préférentielles de Capital d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de cent quatre-vingt-onze mille six cent trente-huit euros et quatre-vingt-six centimes d'euros (EUR 191.638,86), et de libérer intégralement ces actions par un apport en nature consistant en des créances d'un montant total de cent quatre-vingt-onze mille six cent quarante-et-un centimes d'euros (EUR 191.641,38) que le Souscripteur 3 a à l'égard de la Société (le «Troisième Apport en Nature»).

(iv) Triton Debt Opportunities Fund F&F UK L.P., ayant son siège sociale à Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, JE2 3QL, Channel Islands, immatriculée au Registre des Sociétés de Jersey sous le numéro 1681 (le «Souscripteur 4»), et ensemble avec le Souscripteur 1, le Souscripteur 2, et le Souscripteur 3, les «Souscripteurs»),

représentée par Maître Manfred Müller, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 25 février 2015 qui, après avoir été signée par les mandataires, les membres du bureau et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte.

Le Souscripteur 4 a déclaré souscrire quatre (4) nouvelles Actions Préférentielles de Capital d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de trois mille quatre cent quarante-deux euros et soixante-deux centimes d'euros (EUR 3.442,62), et de libérer intégralement ces actions par un apport en nature consistant en des créances d'un montant total de trois mille quatre cent quarante-deux euros et soixante-six centimes d'euros (EUR 3.442,66) que le Souscripteur 4 a à l'égard de la Société (le «Quatrième Apport en Nature», et ensemble avec le Premier Apport en Nature, le Second Apport en Nature, et le Troisième Apport en Nature, les «Apports en Nature»).

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'émettre les huit mille (8.000) actions nouvelles aux souscripteurs indiqués ci-dessus.

Les Apports en Nature ont une valeur totale de six millions cent dix mille sept cent vingt euros et cinquante-deux centimes d'euros (EUR 6,110,720.52).

Les Souscripteurs ont déclaré encore que les Apports en Nature sont libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert des Apports en Nature à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable des Apports en Nature à la Société.

Les Souscripteurs ont déclaré qu'un rapport a été établi par Deloitte Audit S.à r.l., réviseur d'entreprises agréé, avec siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et signé par Nick Tabone en date du 11 mars 2015, dans lequel les Apports en Nature sont décrits et évalués (le «Rapport»).

Les Souscripteurs ont produit le Rapport, lequel contient les conclusions suivantes:

«Based on the procedures applied as described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the Contribution is not at least equal to the number and nominal value of the 8,000 new Class C Capital Preferred Shares with a nominal value of EUR 0.01 each, including a premium of EUR 6,110,640.52.»

Sur base des méthodes appliquées telles que décrites ci-dessus, rien n'a été porté à notre connaissance que nous fait croire que la valeur de l'Apport n'est pas au moins égale au nombre et à la valeur nominale des 8.000 nouvelles Actions Préférentielles de Capital de catégorie C, ayant chacune une valeur nominale de EUR 0,01.- avec une prime d'émission de EUR 6.110.640,52.

Le Rapport restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

L'assemblée générale des actionnaires a décidé d'accepter ladite souscription et le paiement et d'allouer les huit mille (8.000) actions nouvelles aux souscripteurs mentionnés ci-dessus.

Troisième résolution

L'assemblée générale des actionnaires a décidé de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital. Les statuts seront dorénavant rédigés comme suit:

« **Art. 5. Capital Émis.** Le capital émis est fixé à trente et un mille deux cent soixante-quinze euros (EUR 31.275,-), divisé en:

(i) trois millions quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cents (3.099.900) actions de catégorie A (les «Actions de Catégorie A»), qui seront détenues par les actionnaires commanditaires en représentation de leur engagement limité dans la Société (les «Actionnaires de Catégorie A»);

(ii) cent (100) actions de catégorie B (les «Actions de Catégorie B»), qui seront détenues par les actionnaires commandités, en représentation de leur engagement illimité dans la Société (les «Actionnaires de Catégorie B»);

(iii) vingt-sept mille quatre cents (27.400) actions préférentielles de catégorie C (les «Actions Préférentielles de Capital»), qui seront détenues par les actionnaires commanditaires, en représentation de leur engagement limité dans la Société (les «Actionnaires d'Actions Préférentielles de Capital»); et

(iv) cent (100) actions préférentielles de catégorie D (les «Actions Préférentielles de Revenu»), qui seront détenues par les actionnaires commanditaires, en représentation de leur engagement limité dans la Société (les «Actionnaires d'Actions Préférentielles de Revenu»), et ensemble avec les Actionnaires d'Actions Préférentielles de Capital, les «Actionnaires de Préférence».)»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature payable par la Société en raison du présent acte sont estimés à trois mille six cents euros (EUR 3.600,-).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à heures.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire soussigné par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: M. Müller, H. Heßlau, N. Nhouyvanisvong, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 25 mars 2015. GAC/2015/2492. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 15 juin 2015.

Référence de publication: 2015089932/324.

(150102619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Biorock S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Hautcharage, 5, rue Bommel - ZAE Robert Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 151.659.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015088734/10.

(150101984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Well Being S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 89, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 197.632.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le onze juin.

Pardevant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

Madame France LECLERCQ, instructeur pilates, née à Bastogne (Belgique) le 22 janvier 1977, demeurant à L-4601 Niederkorn, 62A, Avenue de la Liberté.,

agissant en son nom personnel.

Laquelle comparante a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'elle va constituer.

Titre I^{er} . Raison sociale, objet, siège, durée

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes, entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, par la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et leurs lois modificatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet la promotion du fitness, santé, bien-être et hygiène de vie; Pilates; Yoga; Conseil en nutrition; Thérapies somatiques; Massages; Réflexologie; Coaching; Méditation; Hypnobirthing; Peine Conscience; Vente de produits santé, fitness, beauté, bar à jus, thés, produits alimentaires ainsi que toutes activités se rapprochant de près ou de loin de cet objet social.

La société est autorisée à contracter des emprunts pour son propre compte et à accorder tous cautionnements ou garanties.

La société pourra enfin procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet.

Art. 3. La société prend la dénomination de «Well Being S.à r.l.».

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Titre II. Capital social, apports, parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (€ 125.-) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont réunies entre les mains d'un seul associé, la société sera considérée comme une société à responsabilité limitée unipersonnelle conformément à l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2 de la même loi sont d'application.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés; elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 9. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 10. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Titre III. Gérance

Art. 11. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyennant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 12. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Titre IV. Décisions et assemblées générales

Art. 13. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 14. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Si la société ne compte qu'un seul associé, ses décisions sont inscrites sur un registre tenu au siège social de la société.

Art. 15. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Titre V. Exercice social, inventaires, répartition des bénéfices

Art. 16. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 18. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Titre VI. Dissolution, liquidation

Art. 19. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commence en date de ce jour et finit le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les cent (100) parts sociales sont toutes souscrites par l'associé unique Madame France LECLERCQ, préqualifiée.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (€ 12.500.-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à mille cent euros (€ 1.100.-).

Assemblée générale extraordinaire

La comparante ci-avant désignée, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1.- Madame France LECLERCQ, instructeur pilates, née à Bastogne (Belgique) le 22 janvier 1977, demeurant à L-4601 Nieder Korn, 62A, Avenue de la Liberté, est nommée gérante unique de la société pour une durée indéterminée.

2.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature de la gérante unique.

3.- Le siège social est établi à L-1741 Luxembourg, 89, rue de Hollerich.

Le notaire instrumentant a rendu attentif la comparante au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par la comparante.

DONT ACTE, fait et passé à Esch sur-Alzette en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: LECLERCQ, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12/06/2015. Relation: EAC/2015/13397. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 15/06/2015.

Référence de publication: 2015092719/127.

(150103175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Auris SICAV, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Fixe.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 197.662.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the eighth day of June,

Before Maître Jacques Kessler, notary public established in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned,
appears

Auris Gestion Privée, a société anonyme incorporated under the laws of France, with registered office at 153 Boulevard Haussmann, 75008 Paris, France and registered with the Paris Trade and Companies Register under number B 479789778, here duly represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, employee, with professional address at Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The before said proxy, being initialed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity of which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of a public company limited by shares, which such party declared to incorporate

Title I. Name - Registered Office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There exists, a public limited company ("société anonyme") qualifying as an investment company with variable share capital ("société d'investissement à capital variable") under the name of AURIS SICAV (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors. The registered office of the Company may be transferred within the same municipality by simple decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, military economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred

abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other assets permitted by Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as may be amended from time to time (the "Law") with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any operation, which it may deem useful in the development and accomplishment of its purpose to the full extent permitted by Part I of the Law.

Title II. Share Capital - Shares - Net Asset Value

Art. 5. Share Capital - Classes of Shares. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The initial capital for incorporation is EUR 31,000 (thirty-one thousand Euro), represented by 31,000 (thirty-one thousand) shares of no par value. The minimum capital of the Company shall be EUR 1,250,000 (one million two hundred fifty thousand Euro).

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes. The proceeds of the issue of each class of shares shall be invested in transferable securities of any kind and other assets permitted by law pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Compartment (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class or classes of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The board of directors may establish portfolios of assets constituting each a compartment ("Compartment") within the meaning of Article 181 of the Law for one class of shares or for multiple classes of shares. As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant class or classes of shares. The Company shall be considered as one single legal entity. The rights of shareholders and of creditors concerning a Compartment or which have arisen in connection with the creation, operation or liquidation of a Compartment are limited to the assets of that Compartment, and the assets of a Compartment are exclusively available to satisfy the rights of investors in relation to that Compartment and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that Compartment.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

Art. 6. Form of Shares.

(1) Shares shall be issued in registered form only.

(2) Shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of record of registered shares, residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by the owner of record and the amount paid up on each share.

The inscription of the shareholder's name in the register of shares evidences the shareholder's right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates (if issued) shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the board of directors; in the latter case, it shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the board of directors may determine.

(3) Transfer of shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

(4) Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(5) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that the shareholder's share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at the shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(6) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

(7) The Company may decide to issue fractional shares up to the number of decimal places to be decided by the board of directors. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant class of shares on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of Shares. The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may, at any time, issue different classes of shares within one or more Compartment, which may differ, inter alia, in their fee structure, subscription and/or redemption procedures, minimum initial and subsequent investment and/or holding requirements, type of target investors and distribution policy applying to them as more fully described in the sales documents.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class of shares; the board of directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be based on the net asset value per share of the relevant class/category of shares within the relevant Compartment, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof as of such Valuation Date (as defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares and which shall not exceed ten Luxembourg bank business days after the relevant Valuation Date.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them. If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities and/or other permitted assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, which may in particular provide for the obligation to deliver a valuation report from the auditor of the Company ("réviseur d'entreprises agréé") and provided that such securities comply with the investment objectives and policies of the relevant Compartment. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of assets shall be borne by the relevant shareholders.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may require the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these articles of association.

The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the board of directors which shall not exceed ten business days from the relevant Valuation Date, as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 12 hereof.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the relevant class, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the sales documents for the shares.

The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the board of directors shall determine.

If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares would fall below such number or such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

Further, if on any given Valuation Date during the course of a Valuation Date, redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue in a specific class, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interest of the Company. On the next Valuation Date following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company shall have the right, if the board of directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in kind by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such class or classes of shares equal in value (calculated in the manner described in Article 11) as of the Valuation Date during the course of a Valuation Date on which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant class or classes of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Unless otherwise determined by the board of directors for certain classes of shares, any shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class, subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the board of directors shall determine.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes of shares, calculated on the same Valuation Date during the course of a Valuation Date.

If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class of shares declines to, or fails to reach, such number or such value as determined by the board of directors as the minimum appropriate level for the relevant Compartment or class, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class.

The shares which have been converted into shares of another class shall be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding (i) may be detrimental to the Company, (ii) if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, (iii) if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred or (iv) if such person, firm or corporate body would not comply with the eligibility criteria of a given class of shares. Such persons, firms or corporate bodies to be determined by the board of directors being herein referred to as "Prohibited Persons". For the purpose of these articles of association, Prohibited Persons shall include without limitation (i) any "U.S. Person" as this term is hereinafter defined, (ii) any person not meeting the requirement of the relevant class of share or (ii) any person holding shares of classes reserved to Institutional Investors as defined under the Law who does not qualify as an Institutional Investor. For the purpose of the above, "US Person" shall have the meaning given in Regulation S of the U.S. Securities Act of 1933, as amended, shall mean any national, citizen or resident of the United States of America or of any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction or any person who is normally resident therein (including the estate of any such person or corporations or partnerships created or organized therein).

For such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares where it appears to it that such registry would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and

B.- at any time require any person whose name is entered into the registry, to provide the Company any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person; and

C.- decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a notice upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, in the case of registered shares, his name shall be removed from the

register of shareholders, and in the case of bearer shares, the certificate or certificates representing such shares shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased shall be an amount based on the net asset value per share of the relevant class as at the Valuation Date during the course of a Valuation Date specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company immediately preceding the date of the purchase notice or immediately following the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any redemption proceeds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant class or classes of shares of the relevant Compartment. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class of shares shall be calculated in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant Compartment and, to the extent applicable within a Compartment, expressed in the currency of quotation for the relevant class of shares. It shall be determined as of any Valuation Date by dividing the net assets of the Company attributable to each class of shares, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such class, on any such Valuation Date by the number of shares in the relevant class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest 1/100 of the relevant currency as the board of directors shall determine. If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class of shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

The valuation of the net asset value of the different classes of shares shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- 1) all fixed-term deposits, money market instruments, cash in hand or cash expected to be received or cash contributions including interest accrued;
- 2) all debts which are payable upon presentation as well as all other money claims including claims for purchase price payment not yet fulfilled that arise from the sale of investment fund shares or other assets;
- 3) all investment fund shares;
- 4) all dividends and distributions due in favor of the Company, as far as they are known to the Company;
- 5) all interest accrued on interest-bearing securities that the Company holds, as far as such interest is not contained in the principal claim;
- 6) all financial rights which arise from the use of derivative instruments;
- 7) the provisional expenses of the Company, as far as these are not deducted, under the condition that such provisional expenses may be amortized directly from the capital of the Company;
- 8) all other assets of what type or composition, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

- 1) Investment funds are valued at their net asset value.
- 2) Liquid assets are valued at their nominal value plus accrued interest.
- 3) Fixed term deposits are valued at their nominal value plus accrued interest. Fixed term deposits with an original term of more than 30 days can be valued at their yield adjusted price if an arrangement between the Company and the bank, with which the fixed term deposit is invested has been concluded including that the fixed term deposits are terminable at any time and the yield adjusted price corresponds to the realization value. Other money market instruments with a residual maturity of no more than 12 months are valued as follows (linear valuation): the determining rate for these investments will be gradually adapted during repayment starting from the net acquisition price and keeping the resulting return constant.

If there are notable changes in market conditions, the bias for valuation of money market instruments will be adapted to new market returns.

4) Commercial papers are valued at their nominal value plus accrued interest. Commercial papers with an original term of more than 90 calendar days can be valued at their yield adjusted price if an arrangement between the Company and the bank, with which the commercial paper is invested has been concluded including that the commercial papers are terminable at any time and the yield adjusted price corresponds to the realization value.

5) Securities or financial instruments admitted for official listing on a regulated market are valued on the basis of the last available closing price at the time when the valuation is carried out. If the same security is quoted on a regulated market, the quotation on the principal market for this security will be used. If there is no relevant quotation or if the quotations are not representative of the fair value, the evaluation will be made in good faith by the board of directors or their delegate.

6) Unlisted securities or financial instruments are valued on the basis of their probable value realization as determined by the board of directors or their delegate using valuation principles which can be examined by the auditor of the Company, in order to reach a proper and fair valuation of the total assets of each Compartment.

7) Any other assets are valued on the basis of their probable bid price as determined by the board of directors or their delegate using valuation principles which can be examined by the auditor of the Company, in order to reach a proper and fair valuation of the total assets of each Compartment.

8) OTC derivative financial instruments must be value at their «fair value» in accordance with CSSF Circular 08/356.

9) Units or shares of the Master Fund will be valued at their last determined and available net asset value.

In the event that it is impossible or incorrect to carry out a valuation in accordance with the above rules owing to particular circumstances, the board of directors or their delegate shall be entitled to use other generally recognized valuation principles which can be examined by an auditor, in order to reach a pro-per valuation of the total assets of each Compartment.

II. The liabilities of the Company shall include:

1) all loans, bills of exchange and other sums due, including deposits of security such as margin accounts, etc. In connection with the use of derivative instruments; and

2) all administrative expenses that are due or have been incurred, including the costs of formation and registration at the registration offices as well as legal fees, auditing fees, all fees of the management company, the administration agent, the investment manager (if any), the custodian and all other representatives and agents of the Company, the costs of mandatory publications, the sales documents for the shares of the Company, conclusions of transactions and other documents which are made available to the shareholders. If the fee rates agreed between the Company and the employed service providers (such as the management company, the Administration Agent, and Custodian or the investment manager) for such services deviate with regard to individual classes, the corresponding varying fees shall be charged exclusively to the respective class; and

3) all known liabilities, whether due or not, including dividends that have been declared but not yet been paid; and

4) a reasonable sum provided for taxes, calculated as of the day of the valuation as well as other provisions and reserves approved by the board of directors; and

5) all other liabilities of the Company, of whatever nature, vis-à-vis third parties; however, each Compartment shall be exclusively responsible for all debts, liabilities and obligations attributable to it.

For the purpose of valuing its liabilities, the Company may include all administrative and other expenses of a regular or periodic nature by valuing these for the entire year or any other period and apportioning the resulting amount proportionally to the respective expired period of time. The method of valuation may only apply to administrative or other expenses which concern all of shares equally.

III. The assets shall be allocated as follows:

The board of directors shall establish a Compartment in respect of each class of shares and may establish a Compartment in respect of multiple classes of shares in the following manner:

(a) If multiple classes of shares relate to one Compartment, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Compartment concerned;

(b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the class or classes of shares issued in respect of such Compartment, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Compartment attributable to the class of shares to be issued;

(c) The assets, liabilities, income and expenditure attributable to a Compartment shall be applied to the class or classes of shares issued in respect of such Compartment, subject to the provisions here above under (a);

(d) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be attributable in the books of the Company to the same class or classes of shares as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant class or classes of shares;

(e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class of shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes of shares pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith, provided that (i) where assets, on behalf of several Compartments are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent

of the board of directors, the respective right of each class of shares shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant class of shares to the relevant account or pool, and (ii) the right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the class of shares, as described in the sales documents for the shares of the Company;

(f) Upon the payment of distributions to the holders of any class of shares, the net asset value of such class of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this article:

a) Shares that are redeemed in accordance with the provisions under Article 8 above shall be treated as existing shares and shall be posted until immediately after the point in time set by the board of directors for carry out the valuation; from this point in time until the price is paid, they shall be treated as a liability of the Company; and

b) All investments, cash in hand and other assets of any fixed assets that are not in the denomination of the class of shares concerned shall be converted at the exchange rate applicable on the day of the calculation of net asset value, taking into consideration their market value; and

c) On every Valuation Date all purchases and sales of securities which were contracted by the Company on this very Valuation Date must be included in the valuation to the extent possible.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each class of shares, the net asset value per share and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the board of directors, such date being referred to herein as the "Valuation Date".

The Company may suspend the determination of the net asset value per share of any particular class and the issue and redemption of its shares from its shareholders as well as the conversion from and to shares of each class:

a) during any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when any market or stock exchange is closed which is the principal market or stock exchange for a significant part of the Compartment's investments, or in which trading is restricted or suspended;

b) during any period when an emergency exists as a result of which it is impossible to dispose of investments which constitute a substantial portion of the assets of the Compartment, or it is impossible to transfer money involved in the acquisition or disposal of investments at normal rates of exchange, or it is impossible to fairly determine the value of any assets in the Compartment;

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Compartment's investments or the current prices on any stock exchange;

d) when for any reason beyond the control of the board of directors, the prices of any investment held by the Compartment cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained; or

e) during any period when remittance of money which will or may be involved in the purchase or sale of any of the Compartment's investments cannot, in the opinion of the and/or the board of directors, be effected at normal rates of exchange;

f) when calculating the net asset value of a UCITS/UCIs in which the Company has invested a substantial portion of the assets of one or more Compartments or one or more classes is suspended or unavailable, or where the issue, redemption or conversion of shares or units of such UCITS or other UCI is suspended or restricted;

g) in the event of the publication of the convening notice to a general meeting of Shareholders at which a resolution to wind up or merge the Company or one or more Compartment(s) is to be proposed or;

h) during any period when in the opinion of the directors of the Company there exist circumstances outside the control of the Company where it would be impracticable or unfair towards the Shareholders.

Furthermore, a feeder Compartment may temporarily suspend the redemption, reimbursement or subscription of its shares, when its master UCITS temporarily suspends the redemption, reimbursement or subscription of its units, whether this be at its own initiative or at the request of its competent authorities, for a period identical to the period of suspension imposed on the master UCITS.

The suspension of the calculation of the net asset value and of the issue, redemption, and conversion of shares shall be published in a daily newspaper in Luxembourg and in another newspaper generally available in jurisdictions in which the Company is registered.

Such suspension as to any class of shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other class of shares.

Any application for subscription, redemption or conversion of shares is irrevocable except in case of a suspension of the calculation of the net asset value per share in the relevant class/category of shares or Compartment, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Date following the end of the period of suspension.

Title III. Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders, in particular by the shareholders at their annual general meeting for a period ending in principle at the next annual general meeting or until their successors are elected and qualify, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders. The shareholders shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

If a legal entity is appointed as director, such legal entity must designate a physical person as its permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and elect, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders which shall take a final decision regarding such nomination.

Art. 14. Board Meetings. The board of directors may choose from among its members a chairman and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may choose a secretary, who need not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors but in his absence the board of directors may appoint another director and, in the absence of a director, any other person, as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these articles of association, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, facsimile or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or facsimile or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference-call or video-conference or by other similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. The participation in a meeting by such means of communication shall constitute presence in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors. The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors are present or represented including.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented and voting at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, facsimile or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. Delegation of Power. The board of directors of the Company may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorized signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several physical persons or corporate entities, which need not be members of the board, who shall have the powers determined by the board of directors and who may, if the board of directors so authorizes, sub-delegate their powers.

The Company has appointed a management company (the "Management Company") as its management company and has delegated to the Management Company all powers related to the investment management, administration and distribution of the Company. The Management Company may delegate some of its responsibilities to affiliated and non-affiliated parties.

In particular, the Management Company may enter into one or more investment management agreements with one or several investment managers (the "Investment Managers"), as further described in the sales documents for the shares of the Company, who shall supply the Company with recommendations and advice with respect to the Company's investment policy pursuant to Article 18 hereof and may, on a day-to-day basis and subject to the overall control of the Management Company, have actual discretion to purchase and sell securities and other assets of the Company pursuant to the terms of a written agreement.

The board may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The board of directors, based upon the principle of risk spreading and in compliance with the Law, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Compartment, (ii) the hedging strategy to be applied to specific classes of shares within particular Compartments and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with the sales documents and applicable laws and regulations.

The Company may in particular in transferable securities/money market instruments admitted to official listing on a stock exchange in any other country in Europe, Asia, Australia, Oceania, the American continents and Africa, or dealt in on another market that is regulated, in the countries referred to above, provided that such market operates regularly and is recognized and open to the public.

The Company is authorized to invest up to 100% of the net assets of any Compartment, in accordance with the principle of risk spreading, in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State, by its local authorities or agencies, or by another member state of the OECD, the G20 or Singapore or by public international bodies of which one or more member States of the EU, provided that the Company, on behalf of each relevant Compartment, must hold securities from at least six different issues and securities from one issue do not account for more than 30% of the net assets of such Compartment.

The Company is authorized (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities, (iii) replace the master UCITS with one of its feeder UCITS Compartment.

The board of directors may, at any time it considers appropriate, under the conditions and within the limits laid down by the Law and the relevant Luxembourg regulations and in accordance with the provisions laid down in the prospectus, (i) create a Compartment described either as a feeder UCITS or a master UCITS, (ii) convert any existing Compartment into a feeder UCITS or master UCITS Compartment, (iii) replace the master UCITS with one of its feeder UCITS Compartment.

Each Compartment may, subject to the conditions provided for in the sales documents, subscribe, acquire and/or hold securities to be issued or issued by one or more Compartments of the Company with respect to the subscription, acquisition and/or the holding by a company of its own shares, under the condition however that:

- the target Compartment does not, in turn, invest in the Compartment invested in this target Compartment;
- no more than 10% of the assets of the target Compartment whose acquisition is contemplated may, pursuant to the Articles be invested in aggregate in securities of other target Compartments of the same Company;
- voting rights, if any, attaching to the relevant securities are suspended for as long as they are held by the Compartment concerned and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
- in any event, for as long as these securities are held by the Company, their value will not be taken into consideration of the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law;

Art. 19. Conflict of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Auditors. The general meeting of shareholders shall appoint a "réviseur d'entreprises agréé" (auditor), who shall carry out the duties prescribed by the Law.

The auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders and until their successor is elected.

The auditor in office may be removed at any time by the shareholders with or without cause.

Title IV. General Meetings - Accounting Year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice post at least eight calendar days prior to the meeting at their addresses shown on the register of shareholders. Such notices will include the agenda and will specify the time and place of the meeting and the conditions of admission.

General meeting of shareholders may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting rights attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company in Luxembourg, on the second Thursday of the month of April at 11 a.m. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of directors, exceptional circumstances so require (i.e. political or military requirements).

The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

One or several shareholders representing at least one tenth of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such a request must be sent to the registered office of the Company by registered mail at least five days before the relevant meeting.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

Each whole share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telegram, telex or facsimile.

Shareholders taking part in a meeting through video-conference or through other means of communication allowing their identification are deemed to be present for the computation of the quorums and votes. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal, three boxes allowing the shareholder to vote in favor of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which show neither a vote in favor, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The Company will only take into account voting forms received prior the general meeting which they are related to.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the shareholders present or represented.

Art. 23. General Meetings of Shareholders in a Compartment or in a Class of Shares. The shareholders of the class or classes issued in respect of any Compartment may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Compartment.

In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such class.

The provisions of Article 22 shall apply mutatis mutandis to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these articles of incorporation.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Compartment or of a class of shares are passed by a simple majority of the votes validly cast.

Art. 24. Termination and Amalgamation of Compartments or Classes of Shares. The board of directors may decide to liquidate any Compartment each time if in its reasonable judgment the continuation of the Compartment is not in the interest of the shareholders, in particular, if a change in the economic or political situation relating to the Compartment concerned would justify such liquidation or if required by the interests of the shareholders of any of the Compartments concerned. The decision of the liquidation will be notified to the shareholders concerned prior to the effective date of the liquidation and the notification will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the board of directors otherwise decides in the interests of the shareholders of the Compartment concerned, they may continue to request redemption or conversion of their shares on the basis of the applicable net asset value, taking into account the estimated liquidation expenses. Assets which could not be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation of the Compartment will be deposited with the "Caisse de Consignation" on behalf of their beneficiaries.

In addition, the board of directors may decide, in compliance with the procedures laid down in Chapter 8 of the law of 17 December 2010, to merge any Compartment with another UCITS or a compartment within such UCITS (whether established in Luxembourg or another Member State or whether such UCITS is incorporated as a company or is a contractual type fund) under the provisions of Directive 2009/65/EC.

The board of directors will be competent to decide on the effective date of such a merger. Insofar as a merger requires the approval of the shareholders pursuant to the provisions of the Law, the meeting of shareholders deciding by simple majority of the votes cast by shareholders present or represented at the meeting, is competent to approve the effective date of such a merger. No quorum requirement will be applicable. Only the approval of the shareholders of the Compartment concerned by the merger will be required.

The above shall apply for a Compartment being either a merging UCITS or a receiving UCITS in the context of a cross-border and domestic merger.

A merger that has as a result that the Company ceases to exist needs to be decided at a general meeting of shareholders and certified by a notary. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of any Compartment shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Compartment shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare, distributions.

Distributions may be effected either in the form of a distribution of dividends or through redemption of shares according to the rules defined in the Company's documents.

For any class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payment of distributions shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued in respect of the relevant Compartment.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V. Final Provisions

Art. 27. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the "Custodian").

The Custodian shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the Law.

If the Custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 30. Amendments to the Articles of Association. These articles of association may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory measures

Exceptionally, the first financial year shall begin today and end on 31 December 2015.

Subscription - Payment

The appearing party hereby declares to subscribe to the 31,000 (thirty-one thousand) shares issued by the Company as follows:

Auris Gestion Privée, prenamed, subscribes to 31,000 (thirty-one thousand) shares with no par value to be allocated to the Class A Shares of the Compartment named AURIS SICAV - Fondation Equilibre.

All the shares have been fully paid up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

The undersigned notary declares that the conditions set forth in article 26, 26-3 and 26-5 of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about 3,300,- euro.

Resolutions of the shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholder of the Company, representing the entirety of the subscribed capital, passed the following resolutions:

Are appointed as directors of the Company:

Marc de Saint Denis, born in Paris, France on 17 February 1961, with professional address at 153 Boulevard Haussmann 75008 Paris, France;

Alexandre Hezez, born in Lyon 6, France, on 5 June 1974, with professional address at 153 Boulevard Haussmann 75008 Paris, France;

Bertrand Gibeau, born in Limoges, France on 8 July 1979, with professional address at 51, rue Sainte Anne, 75002 Paris, France.

In accordance with article 16 of the Articles, the Company shall be bound by the joint signature of any two directors or by the joint or single signature of any persons to who authority has been delegated by the board of directors.

The directors shall serve for a period of six (6) years.

Is elected as independent statutory auditor (réviseur d'entreprises) Deloitte Audit, Société à Responsabilité Limitée, having its registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The independent statutory auditor shall be appointed for a period ending at the close of the general meeting to be held in 2016.

The Company shall have its registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing person, the present incorporation deed is worded in English.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the date first written above.

The document having been read to the representative of the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said representative signed together with Us notary this original deed.

Signé: Conde, Kesslerer.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 juin 2015. Relation: EAC/2015/13072. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015091801/686.

(150103723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Bosco Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 162.553.

In the year two thousand and fifteen, on the third of June.

Before Me Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

APPEARED:

Mrs. Cristiana VALENT, private employee, residing professionally in Junglinster, acting as the representative of the board of directors of the public limited company "Bosco Holding S.A.", a société anonyme governed by the laws of Luxembourg, with registered office in L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 162.553, pursuant to a power given by the board of directors of the said company in its meeting of the 28th of May 2015.

The minutes of this meeting, after having been signed "ne varietur" by the appearing person and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing person, acting as said before, has required the undersigned notary to state his declarations as follows:

1. The company "Bosco Holding S.A." has incorporated following a deed of Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Rambrouch, of 27th July 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2211 of 20th September 2011.

2. The subscribed capital of the company is fixed at one hundred eighty thousand five hundred Euro (EUR 180,500.-), represented by eighteen million fifty thousand (18,050,000) shares of a par value of one Cent (EUR 0.01) each.

3. Pursuant to article 5 of the articles of association, the authorized capital is set at two hundred fifty thousand euros (EUR 250,000.-).

The board of directors is authorized, during a period of five years ending on December 29th, 2018, to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid-up in cash, by contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the company, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issue premiums, or by conversion of bonds as mentioned below.

4. In its meeting of the 28th of May 2015, the board of directors of the said company has decided to increase the capital by an amount of sixty nine thousand five hundred Euro (EUR 69,500.-), so as to raise the capital from its present amount of one hundred eighty thousand five hundred Euro (EUR 180,500.-) to two hundred fifty thousand Euro (EUR 250,000.-) by the creation and the issue of six million nine hundred fifty thousand (6,950,000) new shares with a par value of one Cent (0.01 EUR) each.

5. That the subscription and full payment of the six million nine hundred fifty thousand (6,950,000) new shares has been made as detailed in the subscription sheet of the Board of Directors, of which a copy shall remain attached hereto

Payment

The new shares have been fully paid up in cash, so that the amount of sixty nine thousand five hundred Euro (EUR 69,500.-) is at the disposal of the company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

6. As a consequence of such increase of capital, the first paragraph of Article 5 of the articles of association is amended and now reads as follows:

“ **Art. 5. (first paragraph).** The subscribed capital of the Company is fixed at two hundred fifty thousand Euro (EUR 250,000.-), represented by twenty five million thousand (25,000,000) shares of a par value of one Cent (EUR 0.01) each.”

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at EUR 1,400.-.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that at the request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by an French version; at the request of the same appearing person, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trois juin.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Madame Cristiana VALENT, employée, demeurant professionnellement à Junglinster, agissant en sa qualité de mandataire spécial au nom et pour compte du conseil d'administration de la société anonyme «Bosco Holding S.A.», une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B numéro 162.553, en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par le conseil d'administration de ladite société en sa réunion du 28 mai 2015.

Le procès-verbal de cette réunion, après avoir été signées «ne varietur» par le comparant et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, agissant comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter ses déclarations comme suit:

1. La société anonyme «Bosco Holding S.A.» a été constituée suivant acte reçu par Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Rambrouch, en date du 27 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2211 du 20 septembre 2011.

2. le capital souscrit de la société est fixé à cent quatre-vingt mille cinq cents euros (EUR 180.500.-), représenté par huit dix-huit millions cinquante mille (18.050.000) actions d'une valeur nominale d'un Cents (EUR 0,01) chacune.

3. Conformément à l'article cinq des statuts, le capital autorisé est fixé à deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000.-).

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

4. En sa réunion du 28 mai 2015, le conseil d'administration de ladite société a décidé d'augmenter le capital social à concurrence de soixante-neuf mille cinq cents euros (EUR 69.500,-), pour porter le capital social ainsi de son montant actuel de cent quatre-vingt mille cinq cents euros (EUR 180.500,-), à deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,-) par la création et l'émission de six millions neuf cent cinquante mille (6.950.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un Cents (0,01 EUR) chacune.

5. Que la souscription et la libération intégrale des six millions neuf cent cinquante mille (6.950.000) actions nouvelles s'est faite, tel que détaillé dans le procès-verbal du Conseil d'administration, dont une copie restera annexée aux présent acte.

Libération

Les actions nouvelles ont été entièrement libérées en numéraire, de sorte que la somme de soixante-neuf mille cinq cents euros (EUR 69.500,-) se trouve à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

6. En conséquence de cette augmentation de capital, le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. (premier alinéa).** Le capital souscrit de la société est fixé à deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,-), représenté par huit vingt-cinq millions (25.000.000) actions d'une valeur nominale d'un Cents (EUR 0,01) chacune.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à EUR 1.400,-.

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête du comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Cristiana VALENT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 09 juin 2015. Relation GAC/2015/4808. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015091821/110.

(150104123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Lux Capital Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 13, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 146.740.

Auszug aus dem Protokoll der Generalversammlung vom 20. April 2015

Die Generalversammlung beschliesst die Verwaltungsratsmitglieder:

Herr Horst KOSTER, Verwaltungsratsmitglied, wohnhaft in D-54439 Helfant, Brückenstrasse 45.

Herr Andre KLEIN, Verwaltungsratsmitglied, wohnhaft in L-5761 Hassel, 28, rue de Dalheim.

Herr Norbert DELOOS, Verwaltungsratsmitglied, wohnhaft in L-3316 Bergem, 39, rue Basse.

Herr Anatoli BOUDKO, Verwaltungsratsmitglied und Präsident, wohnhaft in 121615 Rublevskoe Cahsuse, Moscow, 22 buld.1, apt. 228;

Herr Paul VAN ISSUM, Verwaltungsratsmitglied, wohnhaft in GB-TN15 7SS Kent;

Herr Anton ENGLER, Verwaltungsratsmitglied und Vize Präsident, wohnhaft in L-7244 Bereldange, 19, rue de la Paix bis zur Generalversammlung welche im Jahr 2016 stattfindet, wiederzuwählen.

Référence de publication: 2015094504/17.

(150104302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Oustal SA, Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 84.235.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze le huit juin.

Par-devant Maître Jean-Paul MEYERS, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

REPROPLUS S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à Gaujac (30330), France et dont l'adresse est à Sagries, Voie Saint-Saturnin, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 512 740 531 (l'Associé Unique),

représentée par Mr Claude CRAUSER, Manager, résidant professionnellement au 5 avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg (le Mandataire) en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Après avoir été signée ne varietur par le mandataire de l'Actionnaire et le notaire instrumentant, ladite procuration restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter:

1) Que Oustal S.A., est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 84 235 (la "Société"), a été constituée le 12 octobre 2001, suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations (le Mémorial) numéro 326, page 15602 du 27 février 2002.

2) Que le capital social est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par mille deux cents quarante (1.240) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune;

3) Que l'Associé Unique est propriétaire de toutes les actions (100%) de la Société;

4) Que l'Associé Unique déclare avoir parfaite connaissance des Statuts et de la situation financière de la Société dont il signe un bilan de clôture.

5) Que l'Associé Unique décide d'abandonner avec effet immédiat la version anglaise des statuts et de rendre la version française déterminante et seule légalement valable.

6) Que l'Associé Unique déclare encore que la société n'a jamais détenu d'immeuble, ni occupé de salarié et que la société n'a aucun autre engagement (caution, cautionnement, garantie de bonne fin, garantie d'achèvement, bail, contrat de fourniture) et n'est plus liée par d'autres conventions, abonnements ou autres susceptibles d'empêcher sa dissolution. L'Associé Unique confirme encore expressément les titres représentatifs du capital ne sont ni grevés, scindées, gagés, ni autrement donnés en garantie ou dans une condition quelconque qui pourrait faire obstacle à la présente liquidation; que les comptes, notamment les comptes bancaires ne sont ni grevés, gagés, bloqués, engagés, limités ou hypothéqués, ni autrement données en garantie ou dans un autre état ou situation ne permettant pas la présente dissolution.

7) Que l'Associé Unique déclare que la société a cessé toutes activités commerciales et acquitté tous ses créanciers.

8) Que l'Associé Unique prononce explicitement la dissolution de la Société et sa mise en liquidation, avec effet en date de ce jour;

9) Que l'Associé Unique déclare formellement renoncer à la nomination d'un commissaire à la liquidation;

10) Que l'Associé Unique se désigne comme liquidateur de la Société, et agissant en cette qualité, il aura les pleins pouvoirs d'établir, de signer, d'exécuter et de délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte;

11) Que l'Associé Unique, en sa qualité de liquidateur de la Société, requiert le notaire d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé ou dûment provisionné et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment couvert; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus, et donc non payés, il assume l'obligation irrévocable de payer ce passif éventuel et qu'en conséquence de ce qui précède tout le passif de la Société est réglé;

12) Que l'Associé Unique déclare qu'il reprend tout l'actif de la Société et qu'il s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué ci-avant;

13) Que l'Associé Unique déclare que la liquidation de la Société est ainsi clôturée et que toutes les actions et tous les registres de la Société seront annulés;

14) Que décharge pleine et entière est donnée aux mandataires de la Société pour l'exécution de leurs mandats respectifs depuis la date de leur nomination jusqu'à la date de cette assemblée; et

15) Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins au siège social de la société au Grand-Duché du Luxembourg.

16) Que la société sera définitivement radiée sans autre procédure auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg par la suite des présentes opérations.

Déclaration en matière de blanchiment

L'Associé Unique déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds du capital social et issus de la liquidation ne proviennent pas des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Pouvoir

Le liquidateur autorise spécialement le notaire mandaté à procéder à toute inscription et publication nécessaires, ainsi qu'à la radiation inhérente de la société dissoute auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg et s'engage à titre personnel à reprendre à sa charge tous les frais, honoraires, impôts, droits d'enregistrement et taxes résultant à quelque titre que ce soit de la présente.

À l'égard du notaire instrumentant, tous les dirigeants et donneurs d'ordre y compris le comparant sont tenus solidairement quant au paiement de tous frais et honoraires résultant du présent acte, ce qui est expressément reconnu par ces derniers.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite à la partie comparante, représentée par son mandataire, ledit mandataire a signé ensemble avec nous, le notaire, l'original du présent acte.

Signé: Crauser, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 juin 2015. Relation: EAC/2015/13033. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Monique Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 09 juin 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015088311/85.

(150100953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

CAST-Partners Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 296-298, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 130.761.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015088772/10.

(150101800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Sierra Wireless Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 11.349.501,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 141.993.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 316 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2014 de sa société mère, Sierra Wireless, Inc. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juin 2015.

Référence de publication: 2015095585/12.

(150105558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.
